

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Université A.MIRA-BEJAIA



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

Faculté des Sciences Economiques, de Gestion et Commerciales
Département des sciences économiques

MÉMOIRE
EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER

Domaine : Sciences économiques, de gestion et commerciales
Filière : Sciences économiques
Spécialité : Économie quantitative

Thème

**Dutch disease et la croissance économique en Algérie
entre 1980 et 2018**

Soutenue le :

Devant le Jury composé de :

Réaliser par :

Kebbi Sylia
Kacimi Aziza

Mr Bakli

Dr Zidelkhal Halim

Mme Mizi Allaoua

Président

promoteur

Examineur

Année Universitaire : 2020 / 2021

Remerciements.

D'abord nous remercions «ALLAH» qui nous a donné la santé et nous a orientés au chemin du savoir et les portes de la science afin d'accomplir ce modeste travail.

Nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance à notre promoteur docteur **Zidelkhal Halim** pour la disponibilité, la patience et le soutien qu'il nous a apporté tout au long de ce travail. Sa rigueur scientifique nous a été d'une grande aide sur le plan méthodologique. Ses remarques pertinentes ont été essentielles pour l'achèvement de ce travail.

Nous tenons à remercier les membres de jury pour avoir accepté d'évaluer ce travail.

Nous tenons à dire combien on a apprécié tous ce qui nous a soutenus durant la préparation de ce mémoire, plus particulièrement nos familles et nos amis.

À toute personne ayant participé de près ou de loin à l'accomplissement de ce modeste travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

- **À ma chère mère** Chafiaa pour son amour, ses encouragements, et ses sacrifices.
- **À mon cher père** Bachir pour son soutien, son affection et la confiance qu'il m'a accordé.
- **À mes deux frères** Hanafi et Rayane pour avoir été des bons frères pour moi.
- **À mes deux grandes –mère** Malika et Sahra que je souhaite une bonne santé.
- **À mes cousins et cousines** pour leur présence et leur soutien
- **À mes oncles et tentes** pour avoir été là pour moi quand j'avais besoin d'eux et plus particulièrement à Samir et sa famille pour tout ce qu'ils ont fait pour moi.
- **À ma chère** binôme Sylia pour sa entente et sa sympathie.
- **À mon cher** TIGMIT Arezki qui a illuminer ma vie et qui a été avec moi dans les moments difficiles.
- **A ma très chère** copine meriem harkouk à qui je souhaite plus de succès.
- **Et à tous** ceux qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail.

AZIZA.

Dédicaces.

Avant tout, louange à «**ALLAH**» qui ma donné la santé et la patience pour accomplir ce modeste travail.

Je dédie ce modeste travail accompagné d'un profond Amour :

- **À ma très chère mère** qui m'a arrosé de tendresse et d'espairs, à la source de l'amour incessible, a la mère de sentiments qui ma bénie par ces prières.
- **À mon très cher père** a mon support dans ma vie, qui m'a appris, supporté et dirigé vert la gloire.
- **À mes très cher sœurs et frères** que j'aime profondément.
- **À ma très chère binôme** ma copine et sœur de cœur.
- **À tous mes amis (es)** a qui je souhaite le bonheur et la réussite.

SYLIA.

Abréviations et acronymes

ADF : Augmented Dickey Fuller

ARDL : Auto Régressive Distributive Lags.

BA : Banque d'Algérie.

DA : Dinars Algérien.

DEQ : Dépense Budgétaire d'Équipement.

EXH : Ratio du commerce extérieur exportation Hydrocarbure.

FMI : Fonds Monétaire International.

FP : Fiscalité Pétrolière.

M2 : Masse Monétaire.

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques.

ONS : Office National des Statistiques.

PAS : Plan d'Ajustement Structurel.

PBPM : Production Brut Pétrolière et Minière.

PHH : Production Hors Hydrocarbures et mine.

PIB : Produit Intérieur Brut.

PPA : Parité du Pouvoir d'Achat.

TCR : Taux de Change Réel.

Table des illustrations

Liste des tableaux

Tableau 1:Taux d'inflation de 1990 à 1995.-----	28
Tableau 2:Taux d'inflation de 1996 à 2001 -----	30
Tableau 3:Taux d'inflation de 2002 à 2012 -----	31
Tableau 4:Taux d'inflation de 2013 à 2018.-----	33
Tableau 5:évolution des recettes et dépenses budgétaire de 1980 à 2018 en millions de dinars.	37
Tableau 6:évolution du solde budgétaire de 1980 à 2018 en million de dinars. -----	38
Tableau 7:Evolution du taux de change de 1980 à 2018 en Algérie. -----	40
Tableau 8: Evolution de la masse monétaire en Algérie entre 1980 à 2018. -----	42
Tableau 9:évolution de la balance commerciale en l'Algérie de 1980 à 2018. -----	43
Tableau 10:Evolution des exportations en Algérie de 1980 à 2018 en millions de dinars. ---	44
Tableau 11:évolution des importations en Algérie de 1980 à 2018 en millions de dinars.. ---	45
Tableau 12:Evolution du PIB en Algérie de 1980 à 2018 en millions de dinars. -----	46
Tableau 13:test de significativité des la tendance -----	55
Tableau 14:Test de significativité de la constante. -----	55
Tableau 15:Le test de Dickey-Fuller augmenté -----	55
Tableau 16:La différenciation première des différentes séries -----	56
Tableau 17:out put du modèle ARDL -----	57
Tableau 18:Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. -----	58
Tableau 19:Les coefficients à court terme. -----	59
Tableau 20:les coefficients à long terme. -----	60
Tableau 21:Tests de diagnostic de la validation du modèle ARDL-----	61

Liste des figures

Figure 1: Représentation graphique du modèle de Gregory -----	17
Figure 2: Représentation graphique du modèle de Corden -----	19
Figure 6: Evolution du taux d'inflation de 1980 à 2018 en Algérie. -----	34
Figure 5: Evolution du solde budgétaire de 1980 à 2018. -----	38
Figure 3: Evolution de la balance commerciale en Algérie de 1980 à 2018 -----	44
Figure 4: évolution du commerce extérieur en Algérie de 1980 à 2018. -----	45
Figure 7: Evolution du PIB de 1980 à 2018. -----	52
Figure 8: Evolution de (FP), (EXH), (PHH) et (PBPM) de 1980 à 2018. -----	52
Figure 9: Evolution de dépenses budgétaire d'équipement de 1980 à 2018 -----	53
Figure 10: Valeur graphique AIC. -----	58
Figure 11: test CUSUM : -----	62

Sommaire

Remerciement.....	02
Dédicaces	03
Abréviations et Acronymes.....	05
Liste des tableaux	06
Liste des figures	07
Sommaire	08
Introduction générale.....	10
1. LES FONDEMENTS THEORIQUES DU SYNDROME HOLLANDAIS.	13
1.1 le cadre theorique du syndrome hollandais.	14
1.2 les consequences macroeconomiques de syndrome hollandais.	20
1.3 la revue litterature sur le syndrome hollandais et la croissance economique.	23
conclusion	25
2. l'évolution de quelques agrégats macroéconomique en algérie entre 1980 et 2020.....	27
2.1 l'évolution de quelques agregats macroeconomiques relevant de la sphere monetaire et financiere en algerie entre 1980 et 2018.....	28
2.2 l'évolution de quelques agregats macroeconomiques relevant de la sphere reelle en algerie entre 1980 et 2018.....	42
conclusion	48
3. vérification empirique du lien entre le syndrome hollandais et la croissance économique en algérie	50
3.1 specification du modele	50
3.2 analyse graphique des series.....	52
3.3 etude de la stationnarite des series.....	54
3.4 resultats du modele	56
3.5 validation du modele	61
conclusion	63
conclusion générale.....	65

INTRODUCTION GÉNÉRALE

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Un argument largement répandu dans les milieux universitaires et institutionnels est que les pays riches en ressources sont confrontés au compromis suivant : d'une part, les ressources fournissent aux gouvernements de ces pays des revenus qui favorisent le développement économique et augmentent le bien-être social. D'autre part, le comportement du marché des ressources peut déséquilibrer considérablement la croissance entre les secteurs. Ainsi, un boom des ressources, tel qu'un choc favorable des prix du pétrole, peut conduire à une appréciation significative de la monnaie nationale qui entraînera une contraction des secteurs non liés aux ressources du pays, en particulier le secteur manufacturier. Ce dernier étant connu pour être une source importante d'innovations et de retombées technologiques, la conséquence serait alors une baisse permanente des taux de croissance dans l'économie. Ce phénomène a été caractérisé dans la littérature comme le syndrome hollandais.

Une vaste littérature a étudié, tant sur le plan théorique qu'empirique, ce phénomène en cherchant à apporter des preuves de son existence dans les économies riches en ressources naturelles. Au départ, les chercheurs se sont surtout intéressés aux fondements théoriques du concept de syndrome hollandais. L'ouvrage fondamental de Corden et Neary (1982) est considéré comme une percée dans la compréhension des deux mécanismes fondamentaux par lesquels ce phénomène fonctionne, à savoir l'effet de mouvement des ressources et l'effet de dépense. Le premier effet fait référence à la manière dont un secteur commercial en plein essor éloigne les ressources d'un secteur commercial en retard, tandis que le second effet représente le résultat de l'augmentation des revenus du secteur en plein essor dépensés dans le secteur non commercial et les importations. Au fur et à mesure que la littérature s'est développée, l'attention s'est portée sur l'examen empirique de l'existence du syndrome hollandais et de ses conséquences. Les études les plus récentes approfondissent cette question en examinant les implications politiques et les réponses au syndrome hollandais, en mettant l'accent sur la politique fiscale.

Alors que l'Algérie figure parmi les dix premiers exportateurs nets de pétrole au monde et les trois premiers producteurs de pétrole en Afrique, ce pays est fortement dépendant des revenus des exportations de pétrole pour alimenter son économie, puisque les exportations de pétrole représentent 98 % des exportations totales, contribuent à plus de 60 % des recettes publiques totales et représentent 30 % du PIB. L'économie algérienne est donc exposée en permanence aux fluctuations des prix du pétrole. Au cours des années 1970, l'Algérie a bénéficié d'importantes recettes exceptionnelles grâce à la forte hausse des prix du pétrole consécutive aux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Ces revenus substantiels lui ont donné l'opportunité de concevoir et de mettre en œuvre une stratégie de développement prometteuse basée sur des investissements massifs dans les infrastructures et les industries lourdes afin de rattraper les économies à haut revenu. Le processus d'industrialisation de l'Algérie était en effet considéré comme la condition sine qua non pour atteindre des niveaux soutenus de développement économique et social.

Tout au long des années 1970 et jusqu'au début des années 1980, l'Algérie a donné l'impression d'un pays jouissant d'un développement économique et d'une stabilité

sociopolitique. Cette période a été caractérisée par des niveaux soutenus de croissance économique à un taux annuel de 4,7 % en moyenne sur la période 1970-1985 et des améliorations significatives du bien-être social. La part du secteur manufacturier dans le PIB est passée de 12 % à la fin des années 1960 à 17 % dans les années 1970. Cependant, après le contre-choc pétrolier de 1986, l'économie algérienne a révélé sa vulnérabilité structurelle.

Cette chute soudaine des revenus pétroliers a mis en péril la capacité du gouvernement à soutenir l'emploi et la consommation intérieure. Le pays était au bord de la faillite et a été contraint de prendre des mesures drastiques, comme le gel des dépenses d'investissement dans le secteur industriel. En fait, cette période a annoncé le début du processus de désindustrialisation du pays. En effet, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est passée de 11,38 % dans les années 1980 à 7,46 % dans les années 1990. En conséquence, l'économie a plongé dans une longue récession. La croissance du PIB a considérablement diminué entre 1986 et 1994, passant de 4,7 % à 1,4 % entre 1986 et 2002. En outre, des taux d'inflation élevés, la dette extérieure et le chômage ont été enregistrés. Le secteur industriel algérien a continué à connaître une croissance lente depuis peu après l'adoption, en 1994, du Programme d'Ajustement Structurel « PAS ».

Malgré certaines mannes de revenus pétroliers et une série de réformes économiques introduites par le gouvernement pour améliorer les performances industrielles du pays, l'Algérie peine toujours à développer son secteur manufacturier et à diversifier son économie. Au contraire, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est passée de 11,5 % à 5,45 % au cours de la période 1995-2016. Aujourd'hui, le même phénomène se répète suite à la baisse des prix de pétrole en 2014.

Suite à l'ensemble des difficultés financière et budgétaires, il est tout à fait légitime de croire que l'Algérie pourrait être en plein de syndrome hollandais. Ainsi notre problématique consiste à répondre à la préoccupation suivante : **Est ce que nous pouvons percevoir le syndrome hollandais en Algérie entre 1980 et 2018?**

Pour y répondre nous émettons une hypothèse à vérifier et qui nous permettra de canaliser notre recherche en l'occurrence :

H: les dévaluations répétitives ainsi que la croissance corrélée avec les prix du pétrole sont une preuve tangible de l'existence du syndrome hollandais en Algérie.

Notre travail de recherche sera présenté en trois chapitres complémentaires. Le premier sera dédié à l'étalement des notions de base sur le syndrome hollandais pour mieux le cerner et faire ressortir les variables à utiliser dans l'étude empirique. Dans le deuxième, nous discutons l'évolution de quelques agrégats macroéconomiques en Algérie entre 1980 et 2018 à fin de déceler l'existence de relations entre les conséquences de ce syndrome et l'évolution du PIB, qu'on pourrait vérifier ensuite dans le chapitre trois relatif à l'étude empirique. Dans ce dernier un modèle ARDL sera utilisé pour mettre en relation certains agrégats macroéconomiques avec le PIB et de dire si effectivement ce syndrome fait varier certains agrégats qui à leur tour affectent la croissance en Algérie.

CHAPITRE I

LES FONDEMENTS THÉORIQUES DU SYNDROME HOLLANDAIS

CHAPITRE I

LES FONDEMENTS THEORIQUES DU SYNDROME HOLLANDAIS.

La notion de syndrome hollandais n'est pas une notion nouvelle mais elle reste toujours d'actualité car l'expansion pétrolière dans un pays en développement produit des effets pervers dans l'économie du pays.

Appliqué d'abord aux Pays-Bas, a pu l'être à des situations aussi différentes que celle du Venezuela, de l'outre-mer français ou encore de la Norvège.

L'expression provient des effets de la découverte de gaz en mer du Nord sur l'économie des Pays-Bas. A Groningue, au début des années 1950, la découverte du plus grand gisement de gaz naturel d'Europe occidentale a provoqué, du fait de la redistribution d'une partie de cette rente, une rapide désindustrialisation, en effet l'exploitation de la ressource et la rente qu'elle procure augmente la valeur de la monnaie du pays, ses autres exportations sont ainsi moins compétitives alors que les importations s'accroissent, que les autres activités productives sont dépréciées, d'où la désindustrialisation.

L'Algérie étant tributaire de l'exportation des hydrocarbures, la situation économique après le choc pétrolier de 1986 et celui de 2014 a mis l'économie du pays dans des difficultés financières notamment l'amoindrissement es réserves de changes et des déficits budgétaires chroniques. C'est pour cela que ce chapitre tentera d'expliquer ce syndrome et de faire ressortir les agrégats macroéconomiques qui y seront touché et qui affecteront à leur tour la croissance économie du pays.

Ce chapitre est structuré en trois sections. Dans la première nous allons discuter le cadre théorique du syndrome hollandais : notion et modèle de base et ses symptômes. Dans la deuxième on abordera les conséquences du syndrome hollandais. Et dans la troisième section il sera question de discuter une revue de la littérature sur le syndrome hollandais et la croissance économique.

1.1 Le cadre théorique du syndrome hollandais.

Depuis le début des années 1980, la littérature économique consacre de nombreuses pages à la théorie du syndrome hollandais. L'expression de « syndrome hollandais » est devenue un terme générique connotant dans les esprits l'impact macroéconomique d'un choc externe positif (salhab et maucourant, 2016). La théorie de ce phénomène explique les effets nuisibles de la découverte d'une ressource naturelle dans une économie.

1.1.1 La notion du syndrome hollandais

La notion du « syndrome hollandais » ou bien « the dutch disease » est apparu dans des années soixante dix, et cela est dû à des difficultés qu'a rencontrées l'économie hollandaise après la mise en exploitation des réserves du gaz naturel du gisement Slochteren.

Dans la revue anglaise « The Economist », la notion de « dutch disease », a connu sa première utilisation suite la découverte de gisement de pétrole en Grande Bretagne.

Pour un pays, la découverte d'une ressource naturelle va lui entrainer des modifications et changements sur le plan économique, suite à la mise en exploitation de cette richesse naturelle. Les agrégats économiques des pays chutent, par rapport aux situations des autres pays mettaient l'exploitation des richesses naturelles.

1.1.2 Définitions du syndrome hollandais :

Le « syndrome hollandais » désigne la situation dans laquelle un afflux considérable de ressources extérieures (le pétrole, les transferts de fonds ou l'aide étrangère) mène à une hausse du taux de change réel, qui s'avère préjudiciable pour les exportations. (Christopher, 2005)

Le syndrome hollandais se traduit par des modifications de la balance commerciale suite à l'accroissement des exportations des produits pétroliers, ce qui élève le taux de change de la monnaie. Cette appréciation du taux de change améliore la compétitivité des produits importés et décourage la production locale dans les secteurs primaires et secondaires. La production se contracte alors, ce qui accroît le chômage et accélère l'exode rural (Le bonté, 2007).

«Le syndrome hollandais» se traduit par un élévation de taux de change non adossé à une hausse de la productivité ». (Ould Aoudia, 2008)

1.1.3 Les symptômes du syndrome hollandais

Les principaux symptômes de ce syndrome sont l'appréciation excessive du taux de change réel après la découverte massive des ressources naturelles (les hydrocarbures l'exemple le plus répandu), un déséquilibre croissant des comptes courants et surtout une croissance sectorielle déséquilibrée (déclin de secteur des exportations traditionnelles). Un de ces principaux symptômes de ce syndrome hollandais est donc la baisse simultanée de la production et de l'emploi manufacturiers (Macdonald, 2007), ainsi que la production agricole (lorsque le secteur traditionnel est l'agriculture) (Anderson et Master, 2009). Les effets du

Syndrome hollandais réduisent la compétitivité des produits locaux tant sur le marché intérieur que sur celui des exportations, les marché extérieures.

- **La surproduction des matières premières :**

La production de gaz naturel aux Pays-Bas dépasse de loin la demande du pays, de sorte que la majeure partie du gaz naturel est vendue à des acheteurs étrangers, qui doivent acheter des florins pour payer les factures. La quantité de gaz naturel est si importante que ces transactions ont eu un impact sérieux sur le marché des changes. En raison de la demande soudaine et continue, le florin néerlandais a rapidement augmenté (grimpe) par rapport aux autres devises. L'industrie d'exportation néerlandaise a immédiatement vu sa compétitivité. L'impact de l'inquiétude mondiale est souvent appelé syndrome hollandais.

- **L'évolution des importations :**

Il se tient à l'intérieur des frontières et sans aucun doute le pouvoir d'achat des Hollandais qui s'envole en termes relatifs, grâce à la nouvelle parité du florin. Les importations explosent et la balance commerciale, déjà mal engagée, vire au rouge. Du coup, les prix commencent à présenter de sérieux signes d'inflation (Norro, 1998). Et comme, pour les Hollandais, il devient plus intéressant d'acheter des produits étrangers que des produits nationaux ce qui a renforcé l'augmentation des importations.

- **L'augmentation de l'inflation :**

Aux Pays-Bas, tout le monde veut travailler dans l'industrie du gaz naturel, qui est avant tout une industrie en pleine croissance. La productivité y croît rapidement et les salaires augmentent. Face à l'insatisfaction au travail, l'industrie manufacturière réagit à un rythme croissant, et il vaut la peine de retenir ses employés, c'est pourquoi le taux d'inflation a fortement augmenté. La hausse des salaires et le développement de la demande d'investissements publics ont exacerbé les effets de l'inflation.

- **La détérioration de l'économie**

Depuis que l'énergie est devenue l'industrie la plus rentable des Pays-Bas, l'industrie a attiré des investissements productifs, ce qui a miné l'économie néerlandaise : forte inflation, destruction de la structure de production, augmentation du chômage et baisse du moral. Les Pays-Bas à la fin des années 1970 étaient dans une situation désastreuse. De ce fait, Il en résulte que le processus du syndrome hollandais est le suivant :

- Un boom des exportations dans un secteur donné accroît considérablement le revenu d'un pays ;
- le taux de change réel de la devise du pays augmente, ce qui a pour conséquence une baisse de compétitivité des autres exportations ;
- Les prix des produits exportés augmentent ;
- Le résultat final est une inflation galopante ;
- l'économie du pays est freinée et se dégrade.

- La capacité (financière) à importer baisse et l'augmentation très importante des importations. L'excédent de la balance courante qu'enregistre le pays se traduit par une appréciation de son taux de change. Les importations devenant plus compétitives que les biens produits localement, il peut alors s'ensuivre une moindre incitation à produire dans les secteurs secondaire et agricole, ce qui peut entraîner une contraction de la production et donc une plus forte dépendance aux importations, un accroissement du chômage et une accélération de l'exode rural (jacquet, 2005), une baisse des exportations des produits manufacturés et une réduction des taux de croissance des revenus. Et toutes ces données renforcent et confirment encore la dégradation de l'économie (Radelet et Lindauer, 2008).

1.1.4 Les modèles du syndrome hollandais

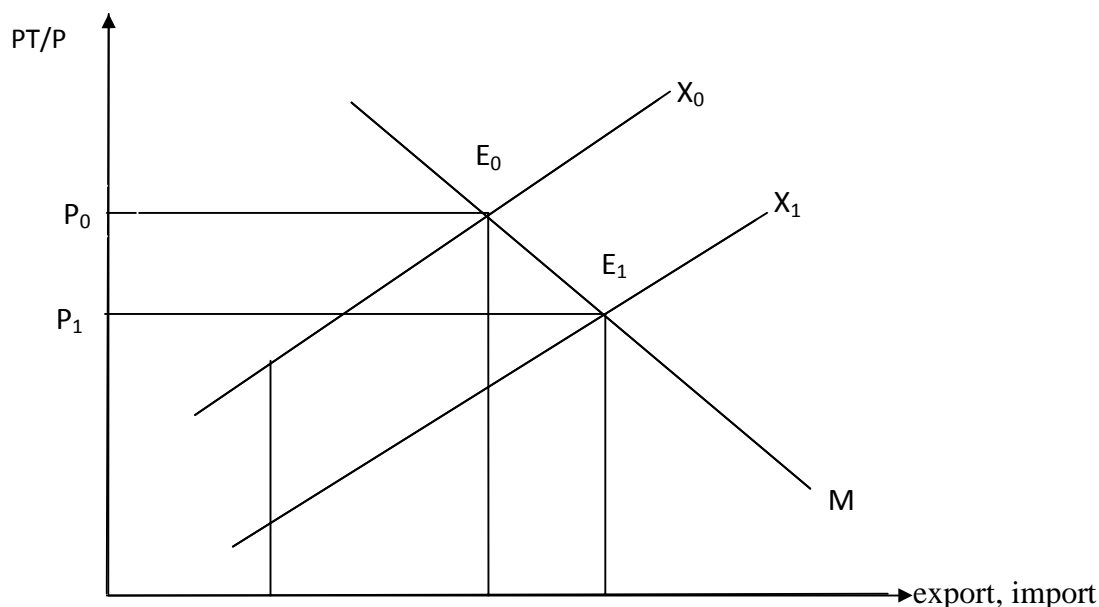
Il existe un ensemble de modèles du syndrome hollandais, nous présenterons le modèle de Gregory et de Corden.

1.1.4.1 Modèle de Gregory

L'idée que le développement des ressources naturelles implique un nécessaire déclin relatif des autres secteurs de l'économie, et notamment de l'industrie manufacturière, fut exposé en 1976 par Grégory (Grégory, 1976). Ce dernier mit en lumière les changements structurels prévisibles en Australie à la suite du développement à large échelle du secteur minier.

L'auteur tenait principalement à monter les effets des prix locaux les échanges extérieurs. La problématique de ce modèle est de savoir le rôle du taux de change réel suite à un boom sur les secteurs de l'importation ou de l'exportation. Gregory émettait une hypothèse qui stipule que les prix des biens consommés par le reste du monde sont indépendants de l'économie australienne. Les prix considérés dans ce modèle sont: les prix des biens commercialisés internationalement, importation et exportation relativement aux prix des biens non commercialisés.

Ainsi, le modèle peut être traduit de la manière suivante : l'offre d'exportation croît suite à la mise en exploitation d'une richesse minière, nouvellement découverte. Cet accroissement entraîne un excédent de la balance des paiements qui ne reste pas sans conséquences sur l'économie du pays. En effet, deux situations peuvent se présenter; soit, il y aura appréciation de la monnaie nationale; soit, il y aura une inflation dans le pays. De ce fait, les prix des biens non commercialisés auront tendance à s'ajuster sur les structures industrielles traditionnelles (Randrianarisoa, 2006).

Figure 1: Représentation graphique du modèle de Gregory

Source : Aoun,M,(2008) la rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs. Thèse de doctorat, université paris dauphine, p91.

Sur la figure 1, l'axe des ordonnées représente les prix des biens commercialisés (exportés) (PC) relativement aux biens non commercialisés (commercialisés localement) (PN), en abscisse : volume des exportations et des Importations¹. Les droites X représentent les courbes d'offre à l'exportation : une hausse du prix (PC/PN) augmente le volume des biens exportés. La droite M représente la courbe de demande d'importation : une hausse des prix (PC/PN) entraîne une demande plus faible d'importations. La balance commerciale est à l'équilibre au prix P_0 et à la quantité Q_0 d'exportations et d'importations. Supposons qu'une ressource naturelle est découverte et donc, un nouveau secteur apparaît (C'est le secteur en boom). Cette découverte entraîne une hausse des exportations, soit un déplacement de la courbe des exportations de X_0 vers X_1 , (la distance X_1-X_0 représente les exportations de ressources naturelles). Quant aux importations, elles restent stables dans un premier temps. L'équilibre de la balance commerciale se situe donc au point $P_2 Q_2$. L'ajustement se fait par le mouvement du taux de change : le taux de change nominal (quantité de monnaie internationale pour une unité de monnaie nationale) augmente, ce qui entraîne une baisse du prix des biens PC par rapport aux prix des biens PN. Cela engendre une diminution du volume des exportations (hors secteur en boom) qui passe de Q_0 à Q_3 et une augmentation du volume des importations. Ainsi, le boom de la ressource naturelle réduit la taille des industries produisant des substituts aux importations et le secteur des exportations hors ressource naturelle. Toutefois, la détérioration du secteur des biens commercialisés (hors secteur en boom) peut n'être que relative et non absolue. L'apparition du secteur de la ressource peut provoquer deux sortes de déséquilibres de l'économie à court terme :

¹ Gregory pose au préalable deux hypothèses qui permettent de porter les importations et les exportations sur le même axe : les termes de l'échange sont constants et les unités des exportations et des importations sont choisies de telle sorte que les termes de l'échange soient égaux à l'unité.

-L'Etat pourrait intervenir par des épisodes de dévaluation successifs. La baisse du taux de change réel entraînera une forte inflation avec l'augmentation des prix des biens non échangeables. Si le prix initial P_0 est maintenu, les bénéfices tirés des ressources naturelles seraient éliminés.

-De la même manière, l'octroi de subventions spécifiques pour rétablir les exportations du secteur des biens commercialisés ne peut pas avoir d'effets durables car ces subventions augmenteront le surplus de la balance commerciale et pousseront à la réappréciation du taux de change.

1.1.4.2 Modèle de Corden et Neary :

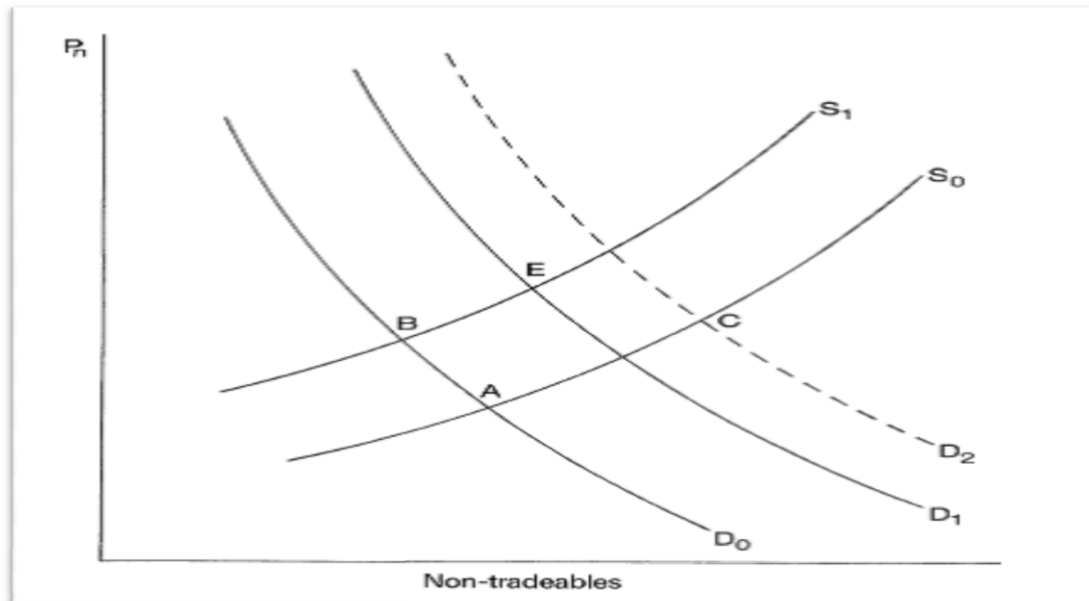
C'est un modèle destiné à appréhender l'impact du syndrome hollandais, élaboré en 1982 par deux auteurs, W.MAX Corden et J. Peter Neary (Randrianarisoa, 2006). Ce modèle suppose l'existence d'une petite économie qui produit deux biens commercialisés à prix donnés et un bien non commercialisé à prix flexible. Les biens du secteur minier et manufacturier, d'une part et les services, d'autre part, représentent respectivement les deux catégories de biens. Ils sont destinés uniquement à la consommation finale. Ce modèle ne tient en compte que des prix relatifs des biens commercialisés et fait abstraction des factures monétaires.

Chaque secteur a un facteur mobile (travail) et un facteur spécifique (capital). La question est de savoir quel est l'impact sur le secteur des biens commercialisés hors mine, du boom dans le secteur minier ?

Le modèle stipule que ce dernier produit deux effets distincts : un effet réallocation des ressources et un effet de dépense. Dans une économie où il y a parfaite mobilité du facteur travail, l'expansion du secteur minier entraîne une mutation des ressources vers ce secteur en boom et le secteur des biens non commercialisés. La demande de travail croît au même rythme dans ces deux secteurs qui est absorbée par une offre importante. Ce déplacement de la main d'œuvre entraîne une diminution de la production dans le secteur des biens commercialisés, résultant de l'insuffisance de main d'œuvre.

Le boom dans le secteur minier produira un excédent au niveau de la balance des paiements, synonyme de hausse globale du revenu. Cette augmentation entraînera une hausse de prix dans le cas où tout le revenu est dépensé et que la demande de biens du secteur non commercialisé augmente. Ce mécanisme est totalement indépendant de toute réallocation de ressources. En conséquence, il y aura appréciation du taux de change réel qui entraînera une croissance de la production des biens non commercialisés et une régression de la production des biens commercialisés hors mine, en suit une dégradation de sa balance commerciale.

Figure 2: Représentation graphique du modèle de Corden



Source : Aoun, M, « la rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs », thèse de doctorat, mars 2008, université paris dauphine, p91.

- B : le secteur en boom.
- L : le secteur en retard.
- N : le secteur des non échangeables.

Sur la figure 02 l'axe des abscisses représente les quantités des biens N, sur l'axe des ordonnées est représenté le prix des biens N relativement à celui des biens L. La courbe de l'offre dérive de la courbe de transformation entre N et B avec L. La courbe de demande représente le niveau de la demande des N à divers prix relatifs P_n . L'effet-dépense s'exhibe dans les glissements de la courbe de demande D_0 vers D_1 et P_n a donc cru, transférant les ressources de L au profit de N. On assiste alors, à

« L'effet-mouvement de ressource ». En plus de la productivité totale qui augmente en B, la productivité marginale de travail augmente. A salaire constant en termes de bien échangeables, la demande de travail en B croît ; entraînant un reflux de main d'œuvre de L et N vers B. Cet effet comporte deux éléments. D'abord, la production de L se réduit du fait du transfert d'une partie de sa main-d'œuvre vers B, entraînant l'effet de désindustrialisation directe. Ensuite, pour sa part, le transfert d'une part de main-d'œuvre de N vers B à taux de change constant, entraîne le déplacement de la courbe S_0 en S_1 en créant, ainsi, une offre inférieure de N. La demande non-subvenue s'additionne donc, à la nouvelle demande créée par l'effet-dépense. Ainsi, afin de subvenir la demande additionnelle de N, un reflux de main-d'œuvre de L à N, résultant de l'effet-dépense, renforce l'effet de désindustrialisation.

Le véritable problème de Dutch disease apparaît dans les deux effets qui réduisent la production réelle de facteur spécifique de secteur L. Une autre conséquence des deux effets

apparaît dans l'augmentation du taux de salaire W défini en termes de L , car ils accroissent la demande de travail. Sachant que tous les salariés de tous les secteurs consomment des N , les prix relatifs P_n augmentent.

Pour Krugman (1987) (MOUHOUBI, 2012), la perte de compétitivité du secteur des biens échangeables pendant les périodes d'appréciation du taux de change ne peut être restaurée facilement pendant une période de dépréciation ultérieure. En outre, un boom a tendance à augmenter la volatilité du taux de change, réduisant ainsi le taux de l'investissement de l'économie dans le secteur des biens échangeables et, par conséquent les exportations des biens et services. Le Dutch disease apparaît sous la forme d'augmentation de salaires dans le secteur primaire, attirant de cette façon les facteurs de production des autres secteurs de l'économie. Tous ces symptômes du Dutch disease déformant la structure des exportations et fragilisant la balance de paiement.

1.2 Les conséquences macroéconomiques de syndrome hollandais.

1.2.1 La théorie de syndrome hollandais :

La théorie du syndrome hollandais bénéficie depuis le début des années 1980 d'une littérature théorique abondante. Celle-ci analyse les effets statiques réels (Corden et Neary, 1982) et monétaires appelé «effet de liquidité » (Neary, 1984). Cet effet monétaire est différent suivant que le taux de change est fixe ou flexible. Le cadre théorique d'analyse des effets monétaires est le même que celui des effets réels, il faut cependant apporter des hypothèses supplémentaires.

Ces modèles adoptent le même cadre théorique de base que celui utilisé par Corden et Neary (1982) et par Neary (1984) pour analyser les effets statiques de court terme réels et monétaires d'un boom anticipé comme permanent dans une économie où tous les marchés répondent aux critères de concurrence pure et parfaite.

La théorie du syndrome hollandais analyse les effets sectoriels d'un choc externe positif anticipé comme permanent. Corden et Neary (1982) se fondent sur les travaux précédents de Gregory (1976) et de Snape (1977) qui ont été parmi les premiers à modéliser les effets statiques réels d'un boom dans le secteur de l'énergie à la fois sur la fonction de distribution des revenus entre les différents secteurs et sur la taille et la rentabilité du secteur échangeable non « boomier », lequel est assimilé au secteur manufacturier ou agricole. L'origine du boom dans leur article est un progrès technique. L'origine d'un boom peut cependant être multiple. Ce qui importe est que le boom soit non anticipé au départ, rapide et permanent. En fonction de son origine, il aura un coût ou bien sera une aubaine (exemple de l'aide étrangère apportée à un pays donné). Un boom ayant un coût est généralement sectoriel, lié à l'augmentation de l'offre dans un secteur particulier d'exportation, qui peut résulter d'un progrès de productivité, de la hausse du prix international du produit exporté ou par la découverte de nouvelles ressources.

1.2.2 Les principaux effets du syndrome hollandais :

D'une manière globale, l'impact de l'expansion du secteur en boom peut être constaté à travers trois effets. Le premier effet est celui de « l'effet de dépense » et le second est celui de la « réallocation de ressources », et « effet perte de retombée» (Hamadache, 2010).

1.2.2.1 L'effet de dépense

Cet effet est lié à l'utilisation des revenus, il analyse l'impact macroéconomique de l'augmentation de revenus engendrés par tout choc externe. Cependant, un boom sectoriel implique une augmentation initiale de la production dans le secteur échangeable. A la suite du boom, l'excédent de la balance des paiements peut être assimilé à un accroissement du revenu global. Si tout le revenu est dépensé et si les biens du secteur des biens non échangeables satisfaisaient la demande des consommateurs, cet accroissement de revenu se traduirait par une hausse de la demande de ces biens. Face à une situation d'excès de la demande sur l'offre, il y aura, indépendamment de toutes réallocations de ressources, une hausse des prix intérieurs des biens non échangeables.

Par conséquent, le prix relatif du rapport entre celui des biens échangeables et le prix des biens non échangeables, doit baisser : il y a une appréciation de la monnaie nationale qui entraîne une croissance de la production des biens non échangeables et une contraction de la production des biens échangeables. Quant à la balance commerciale hors mines, elle se dégrade.

1.2.2.2 L'effet réallocation de ressources :

Cet effet est concerné par le déplacement des facteurs mobiles (en l'occurrence le travail) vers le secteur hydrocarbure poussant les salaires à la hausse et provoquant la contraction des autres secteurs. Cet effet apparaît lorsque surgit un boom sectoriel. En effet, si ce secteur en boom n'est pas une enclave, utilisant les mêmes facteurs de productions que les autres secteurs de l'économie, alors il exercera des effets sur les ressources et plus précisément sur la mobilité du travail. Il aura alors un accroissement de la demande de travail dans le secteur minier et dans le secteur des biens non échangeables. Comme l'offre de travail est donnée, il en résulte un manque de main-d'œuvre dans le secteur produisant les biens échangeables non-miniers, qui voit par conséquent sa production baisser.

1.2.2.3 L'effet perte de retombées :

Depuis longtemps, les ressources naturelles comme le pétrole sont considérés comme un vecteur du développement pour un pays. Cependant, les expériences des certains pays ont montré que l'abondance des ressources naturelles peut avoir un effet inverse, et par la suite constitue une source de nombreuses difficultés, notamment ceux ayant une économie de rente. Les rentrées des afflux de devise entraînent des taux d'inflation si importants et une appréciation de la monnaie qui nuit à la compétitivité des autres exportations en faisant augmenter les prix relatifs de leurs produits et services sur les marchés étrangers.

L'entrée massive de devise entraîne une augmentation de la demande des produits échangeables et non échangeables. Ces derniers peuvent être satisfaits localement tandis que ceux échangeables ne peuvent être satisfaits que par l'augmentation des importations.

1.2.3 Le taux de change réel :

1.2.3.1 Définition du taux de change réel :

Le taux de change réel (TCR), est une notion théorique. Il en existe plusieurs définitions dans la littérature que nous allons brièvement présenter.

Les deux définitions les plus couramment utilisées dans la littérature sont celles selon la parité du pouvoir d'achat (PPA) et la théorie du commerce international.

La définition selon la parité du pouvoir d'achat (PPA) est la plus ancienne. Le TCR (e) est égal au taux de change nominal côté à l'incertain (E), corrigé du rapport des niveaux des prix étrangers (P^*) et des prix domestiques (P), soit :

$$e = EP^*/P$$

La définition selon la théorie du commerce international, plus utilisée aujourd'hui, est dérivée du modèle de l'économie dépendante de Salter-Swan.

Le TCR est défini comme le prix relatif des biens échangeables et des biens non-échangeables, ou inversement. En supposant que pour les biens échangeables, la loi du prix unique s'applique et qu'il n'y a pas de taxe sur le commerce, le TCR est défini comme le taux de change nominal côté à l'incertain (E) corrigé du rapport entre le prix international des biens échangeables ($P^* T$) et le prix domestique des biens non-échangeables ($P N$) soit :

$$e = E P^* T / P N$$

Quelle que soit la définition utilisée, le TCR est un indicateur réel et non pas monétaire. Il est considéré comme un bon indicateur du degré de compétitivité d'un pays sur les marchés internationaux. (Cottenet-Djoufelkit, 2003).

1.2.3.2 Le rôle de taux de change réel :

Les taux de change jouent de nos jours un rôle important dans le développement économique de tout pays. Le TCR est un indice de compétitivité, il influence les exportations et les importations. Ils conditionnent l'équilibre extérieur, tant en raison de leur influence sur la capacité à importer et à exporter les biens et services, que de leur action sur la mobilité des capitaux. Le rôle de taux de change est particulièrement important dans des économies de petite dimension, très dépendantes de l'extérieur et

de ce fait soumises à des chocs - internes et externes - qui déséquilibrent leurs balances. (Ossa, 1992).

1.2.4 Le taux de change réel et le syndrome hollandais :

Dans son essence, le syndrome hollandais affirme que d'importants secteurs d'hydrocarbures sont la cause d'une surévaluation du taux de change.

Le prix des exportations s'accroît tandis que baisse celui des importations.

Le volume des exportations autres que les hydrocarbures diminue alors que croît substantiellement le volume des importations, ce qui affecte négativement la balance des paiements. Ceci signifie la contraction du secteur productif et non pétrolier au sein de l'économie et donc, dans le cas des pays développés, on constate une désindustrialisation. Les dépenses et les ressources furent donc réorientées vers le secteur des biens non échangeables (c'est-à-dire non exportables). De plus, les entrées de devise entraînent une augmentation de dépenses locales ce qui accentuera considérablement la dépendance des pays bénéficiaires.

Ce taux est considéré comme la clé important des prix relatifs dans la finance internationale (Menzie Chinn, 2005); il influence la réallocation de ressources et les dépenses.

L'appréciation du taux de change rend les produits locaux exposés à la concurrence internationale beaucoup plus chers que les produits importés qui deviennent bon marché. Donc la compétitivité dépend à la fois des volatilités de prix vis-à-vis de la concurrence et le TCR.

D'après les récentes études (Hausman, Pritchett et Rodik, 2004), l'accélération de la croissance va de pair avec la dépréciation de la monnaie, (il faut plus d'unités de panier de biens domestique pour une unité de panier étranger) de ce fait, une forte appréciation à des effets négatifs à long terme sur la croissance de l'économie. (OCDE, 2007).

1.3 La revue littérature sur le syndrome hollandais et la croissance économique.

Une littérature abondante a essayé d'expliquer cette malédiction à travers ses canaux de transmission. On distingue trois mécanismes

1.3.1 Le premier mécanisme :

Présenté par Sachs et Werner (1995-2001) d'une part et Gylfason (2001) d'autre part. Les premiers auteurs établissent une relation négative entre l'abondance en ressources naturelles et la croissance du PIB.

En 1997, ils ont constaté que les pays en développement dont le ratio exportations des ressources naturelles/PIB était très élevé dans les années 1970, ont affichés au cours des deux décennies suivantes une croissance plus faible que les autres pays en développement.

Gylfason (2001) observe aussi une corrélation négative entre la proportion d'emplois dans le secteur primaire de 1965 à 1990 et plusieurs variables, dont la croissance du PNB par habitant de 1965 à 1998, la fréquentation des établissements d'enseignement secondaire et les indices de perception de la corruption publié par transparency international en 2000.

1.3.2 Le deuxième mécanisme :

Ce mécanisme fait d'analyser prospectivement dans les travaux de Deaton et Miller (1995) ; Dehn (2000) ; Blaney et Greenway (2001) ; Blattman et al (2007) (Fabrizio,2010). Pour ces auteurs, les produits de base sont caractérisés par une instabilité des prix sur les différents marchés internationaux. Bien plus, plusieurs de ces produits, et particulièrement ceux de l'agriculture, ont une tendance de long terme des prix qui est généralement négative. Par conséquent, les pays qui dépendent fortement de l'exportation des produits de base sont plus vulnérables aux chocs externes et souffrent d'une plus forte volatilité macroéconomique. Celle-ci provoque une incertitude qui a tendance à décourager les investisseurs et à réduire le potentiel de croissance à long terme.

1.3.3 Le troisième mécanisme :

Présenté respectivement par, Leite et Weidmann (1999) ; Ross (2001) ; Isham et al (2005) (FABRIZIO, 2010). Ces auteurs suggèrent qu'il existe un lien négatif entre la dépendance aux produits de base et la qualité des institutions. Ils montrent par conséquent que l'abondance des produits de base favorisant la corruption et la mauvaise gouvernance, qui sont les deux principales causes de la faiblesse de la croissance économique. Une autre interprétation est fournie par les résultats de Collier et Hoeffler (1998) Humphreys (2005) et Fearon (2005) (CHRISTOPHE, 2012), qui trouvent que les produits de base augmentent la probabilité d'occurrence de guerres civiles. Ainsi, les pays qui dépendent des produits de base sont plus exposés aux risques de conflits, puisque ces derniers ont des coûts économiques très élevés, les produits de base retarderaient le développement économique à travers leurs effets sur la probabilité de guerre. (Avom D, Carmignani, F, 2010).

Conclusion

Dans ce premier chapitre, on a présenté une lecture historique et analytique des différents principes du syndrome hollandais : sa définition, ses symptômes, ses modèles ainsi que ses conséquences.

La maladie hollandaise, ou syndrome hollandais, est un phénomène économique qui relie l'exploitation de ressources naturelles et le déclin de l'industrie manufacturière locale. Les modèles de syndrome hollandais ont pour but d'analyser les effets pervers exercés sur la production interne lors d'expansion importante des quantités et/ou des prix des exportations.

L'analyse théorique faite et la revue de la littérature étudiée, nous a permis de montrer que l'exploitation des ressources naturelles produits deux effets séparés et distincts. L'effet des dépenses qui est dû à l'impact du revenu additionnel du pétrole se traduit par des augmentations des dépenses du gouvernement sur des biens non échangeables et l'effet de mouvement des ressources.

Cela, bien évidemment, ne reste sans conséquence sur l'évolution de la croissance du pays en question par les mécanismes sus-cités.

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DE QUELQUES AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2018

CHAPITRE II

L'ÉVOLUTION DE QUELQUES AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2018

Avant l'indépendance, le commerce extérieur algérien dépendant de la France est été dirigé et monopolisé par le pouvoir colonial. Les exportations étaient destinées vers la France à 100 %, et les importations sont composées de produits industriels et de manufactures. La balance commerciale était déficitaire.

Quelques années après son indépendance, l'Algérie avait choisi une voie de développement caractérisée par une centralisation planifiée des décisions économiques basées sur la politique du protectionnisme, et cela jusqu'aux années 80. À partir du milieu des années 80, l'Algérie s'est engagée dans un processus de réformes de façon autonome puis dans le cadre des plans d'ajustement structurel négociés avec le FMI. La finalité de ces réformes pour l'Algérie était la libéralisation de son économie, particulièrement celle du commerce extérieur. La mise en place de ces réformes s'étale de 1994 à 1998 qui aboutissent à une libéralisation des opérations d'importation. À partir de 1999, l'économie algérienne a entamé une nouvelle phase de post ajustement marquée par la signature d'un accord d'association avec l'Union européenne en 2002.

Les taux de croissance économiques stagnent à un faible niveau. A l'origine, le pays a connu une période de performances raisonnables durant la période 1961-1985. La croissance du PIB était en moyenne respectivement de 5.3 %. Depuis la crise de l'endettement de 1983 et la chute des prix du pétrole en 1986, la croissance s'est sensiblement ralentie pour se fixer à une moyenne annuelle de 2,7 % entre 1986 et 2018. L'Algérie a connu plusieurs orientations budgétaires depuis son indépendance, mais la crise économique mondiale de 2007, a provoqué une situation budgétaire difficile en raison de la baisse des cours des hydrocarbures, Et pour le taux de change après l'accord avec le FMI l'Algérie a connu une dévaluation du dinar algérien qui repose sur la modification des prix intérieurs par rapport aux prix étrangers.

Dans ce deuxième chapitre on va parlés dans la section première des agrégats macroéconomiques dans la sphère monétaire et financière et en section deuxième des agrégats macroéconomiques dans la sphère réels.

2.1 L'évolution de quelques agrégats macroéconomiques relevant de la sphère monétaire et financière en Algérie entre 1980 et 2018

Il s'agit dans cette section de présenter l'économie algérienne de 1980 à nos jours, et quelques statistiques qui caractérisent l'économie algérienne en général.

2.1.1 L'évolution de taux de l'inflation entre 1980 à 2018 en Algérie :

- La période allant de 1980 à 1995 :

Tableau 1: Taux d'inflation de 1990 à 1995 en %

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Taux d'inflation (%)	9,52	14,65	6,54	5,97	8,12	10,48	12,37	7,44
Années	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995
Le taux d'inflation(%)	5,91	9,30	16.65	25.88	29,04	20,54	29,04	29,77

Source : base statistique de L'ONS.

Malgré une politique des prix administrés, les taux d'inflation ont connu durant la période 1980 à 1989 un glissement par rapport à la décennie 70. La tendance haussière des taux d'inflation comme le montre le tableau ci-dessus sont à l'origine des surliquidités de l'économie (voir tableau n° 01) engendrées en grande partie par la monétisation des déficits budgétaires qui ne cessent pas de s'aggraver.

L'Algérie a connu durant cette période (1990-1995) une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 16,65% en 1990 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,66% en 1992, qui est l'année où l'Algérie a connu le plus haut niveau d'inflation depuis l'indépendance. Cette hausse peut s'expliquer par deux facteurs :

- L'accélération du processus de libéralisation des prix, amorcée en 1989, faisant passer 85% des prix au régime libre.
- La forte dévaluation du dinar algérien survenue pour contrer la détérioration des termes de l'échange qui a engendré un renchérissement des produits importés.

A partir de 1992, le taux d'inflation a baissé suite à une diminution de la masse monétaire, il passe à 20,54% en 1993 grâce à une conjoncture économique favorable (subvention des prix des produits de première nécessité par l'Etat), puis remonte à 29,04% en 1994 et reste stable jusqu'en 1995 où il est à 29,77% (Sami et Hossien, 2007)

La situation économique de l'Algérie s'est gravement détériorée en 1994, et les déséquilibres macroéconomiques ont persisté à cause de la baisse importante du prix du pétrole. Etant donné que l'Algérie est un pays dont l'économie dépend entièrement de l'exportation des hydrocarbures, ceci a conduit les autorités algériennes à mettre en place un programme d'ajustement structurel appuyé par le Fonds Monétaire International (FMI). Dès lors un programme de réformes économiques a été engagé pour parer aux déséquilibres apparus. Il s'agit d'un programme d'auto ajustement. Malgré des conditions financières particulièrement défavorables, l'Algérie a réussi à poursuivre jusqu'en 1994 son programme autonome de réformes qui a été cependant marqué par un rapprochement des I.F.I (institutions financières internationales) avec la détérioration croissante des conditions financières, les efforts d'auto-ajustement et de redressement économique se sont globalement soldés par un échec dans la mesure où, à partir du mois d'avril 1994 et sous la pression considérable de la contrainte financière extérieure, les autorités algériennes ont été obligées de recourir à l'appui des I.F.I ainsi qu'au rééchelonnement de la dette extérieure. Ce dernier rapprochement des I.F.I s'est traduit par la signature de deux accords: (Talahite, 2010).

- Un accord de confirmation (plus connu sous l'appellation d'accord "stand-by") pour une durée d'une année (avril 1994 - mars 1995);
- Un accord de facilité de financement élargie (plus connu sous l'appellation de programme d'ajustement structurel) pour une période de trois années successives (avril 1995 - mars 1998).

La signature de ces deux accords avec le FMI (Fonds Monétaire International) a permis à l'Algérie de rééchelonner sa dette extérieure auprès du Club de Paris et du Club de Londres qui sont des instances spécialisées respectivement dans la gestion de la dette internationale publique et privée.

L'adoption des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel n'a de sens que si elle contribue à la réalisation de deux objectifs majeurs dans le cas particulier de l'économie algérienne:

- À moyen terme, il s'agit de réunir les conditions favorables pour une relance économique permettant de promouvoir une croissance soutenue et de redynamiser l'emploi;
- À long terme, et à la faveur de l'impact du programme d'ajustement structurel sur les structures, il s'agit d'engendrer les variables d'ajustement qui permettent d'atténuer la forte emprise des hydrocarbures sur l'économie algérienne, et ce, à travers le développement d'une structure aussi diversifiée que possible. En d'autres termes, il s'agit de réussir le passage d'une économie rentière fondée sur l'exploitation des hydrocarbures en tant que ressource non renouvelable à une économie productive fondée sur l'exploitation de ressources perpétuellement renouvelables. (Zemouri, 2003).

Dans ce contexte l'Etat était amené à améliorer sa situation économique et à laisser tomber le système de réglementation des prix en avril 1994, pour la libéralisation des prix ; cette suppression du contrôle sur les marges bénéficiaires a touché la majeure partie des produits de base sauf le sucre, les céréales, les huiles comestibles et les fournitures scolaires. La réglementation des prix est maintenue uniquement pour les trois denrées alimentaires de base

à savoir : la farine, la semoule et le lait. L'élimination des subventions pour les produits alimentaires et énergétiques a engendré une augmentation de leurs prix à raison de 100% entre 1994-1995 et de 60% entre 1995-1996.

La libéralisation des échanges avec l'extérieur a été sanctionnée par une augmentation dans la valeur des importations en 1994 et 1995 respectivement de 11,083 et 12,110 milliards de dinars sans atteindre toute fois le niveau enregistré en 1990 qui était de 15,472 milliards de dinars, ce qui conduit à une hausse du taux d'inflation pour atteindre un niveau de 29,04% en 1994. (HAMDI et HAMADI, 2014).

• **La période allant de 1996 à 2001**

Cette période est marquée par une évolution à la baisse du taux d'inflation.

Tableau 2: Taux d'inflation de 1996 à 2001

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Taux d'inflation(%)	18,67	5,73	4,95	2,64	0,33	4,22

Source : base statistique de L'ONS.

Sous l'effet de la libéralisation des prix et de la deuxième dévaluation du dinar après 1988 (la première dévaluation du dinar en 1988), le taux d'inflation s'est envolé à 31,66% en 1992. Mais il n'a pas tardé à chuter, il est passé à 29,77% en fin 1995, puis à 18,67% en 1996 jusqu'à atteindre 0,33% en 2000 qui est le taux le plus bas jamais enregistré jusqu'à nos jours.

Ces résultats montrent que la banque d'Algérie a pu gérer l'avènement de l'excès de liquidité sur le marché monétaire algérien qui était la cause de la hausse des prix au début des années 2000.

Le recul du volume des importations est lié à la contraction des importations agricoles, à la rationalisation des entreprises de leurs consommations intermédiaires pour pouvoir affronter la concurrence qui commençait à faire son ancrage sur le marché local, et à la contraction de la valeur réelle des revenus des ménages. Ces différents évènements ont conduit à la baisse du taux d'inflation en 1996 qui est estimé à 18,67%.

En outre, la maîtrise de l'inflation pendant cette période s'explique par :

- Une austérité budgétaire : le solde budgétaire global exprimé en pourcentage du PIB a atteint un excédent de 10% en 2000 contre un déficit de 8,7% en 1994, ce qui a largement contribué à comprimer la demande globale.

- Une politique de revenus rigoureuse : les salaires ont diminué de 30% en terme réel au cours de la période 1993-1996. En outre, l'absence de mécanisme d'indexation généralisée a largement limité l'inflation.

Cette stabilité des prix est le fruit du programme d'ajustement structurel appuyé par le FMI, qui a comme objectif de stabiliser les prix à un niveau comparable à celui des partenaires commerciaux.

Nous remarquons que l'inflation en 2001 a connu une hausse de 4,22% par rapport à l'année 2000 (0,33%). Cette hausse a été induite par les augmentations des salaires de la fonction publique et le salaire national minimum garanti (SNMG) dans un contexte de rigidité de l'offre et d'absence de réglementation de marchés. En effet, la satisfaction de la demande passe de plus en plus par le recours aux importations qui se substituent à la production et par une pratique de prix qui n'obéit pas aux règles de la concurrence.

• **La période allant de 2002 à 2012 :**

Contrairement à l'année 2001, nous remarquons une baisse significative des prix à la consommation en 2002, cette baisse a été plus modeste et s'est limitée à 2,9 points, passant de 4,22% en 2001 à 1,41% en 2002.

Tableau 3:Taux d'inflation de 2002 à 2012

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'inflation(%)	1,41	2,58	3,56	1,63	2,53	3,52	4,44	5,74	3,91	4,52	8,9

Source : base statistique de L'ONS

L'Algérie a renforcé, d'une manière soutenue, la stabilité macro financière au cours des années 2000-2005, tout en réalisant une performance économique robuste en terme de forte croissance (plus de 5% en moyenne annuelle) et de maîtrise de l'inflation 1,63% en 2005 grâce aux recettes pétrolières engrangées qui ont connu un boom sans précédent.

L'année 2003 a été caractérisée par la hausse des prix internationaux des produits agricoles, résultats de la contraction de l'offre mondiale d'une part, et l'explosion de la demande sur les marchés internationaux dont l'Algérie n'a pu couvrir que 35% de ses besoins alimentaires par sa production nationale (Banque d'Algérie 2005) .

L'inflation au premier semestre 2006 est générée essentiellement par la hausse des prix des services (logement et charges, transport et communication), alors que celle des produits alimentaires est modérée.

L'évolution des prix en 2006 témoigne que l'inflation fondamentale reste modérée et maîtrisée, mais que la variation brute de l'indice est essentiellement générée par des hausses saisonnières et éradique des prix des produits agricoles frais insuffisamment régulés (Banque d'Algérie 2006).

A partir de l'année 2006, l'inflation en Algérie résulte essentiellement de l'augmentation des prix du groupe « alimentaire ». Les produits alimentaires industriels (26,2% dans la part des

dépenses des ménages) n'ont contribué significativement à l'inflation qu'en 2007 et 2008 en raison de l'augmentation des prix mondiaux des produits alimentaires de base importés ; l'augmentation des prix des biens manufacturés 39,9% de part, ayant toujours été inférieure à celle de l'inflation globale. Cela indique que les seuls marchés ayant connu des déséquilibres, provoqués plus par les disfonctionnements (absence de réelle concurrence car la production agricole hors céréale croît à un rythme soutenu) que par l'augmentation de la masse monétaire, sont les marchés des produits agricoles frais ; les autres marchés des biens alimentaires industriels et durables ne connaissent pas ces déséquilibres (Banque d'Algérie 2008).

L'inflation observée en 2009 de 5,74% résulte de la hausse annuelle des prix des fonctions : des alimentations, boissons non alcoolisées de 8,23%, habillements-chaussures de 0,44%,

logements-charges de 2,67%, meubles et articles d'ameublement de 1,82%, santé hygiène corporelle de 3,37%, transport et communication de 3,58%, éducation-culture-loisirs de 6,03%, divers de 7,88%.

Alors qu'en 2009, l'inflation tirée par la hausse des prix des produits agricoles frais était essentiellement endogène, l'inflation importée a fortement contribué à l'augmentation du niveau général des prix (Banque d'Algérie 2009).

En 2010, la progression des prix des produits alimentaires frais s'est nettement ralentie, mais la tendance de l'inflation hors produits alimentaires est à la hausse, et le taux d'inflation s'était établi à 3,91% en fonction des alimentations, boissons non alcoolisées de 4,24%, habillement-chaussures de 2,73%, logements-charges de 1,85%, meubles et articles d'ameublement de 3,53%, santé hygiène corporelle de 2,83%, transport et communication de 2,48%, éducation-santé-loisirs de -0,14% et divers de 10,98% (Banque d'Algérie 2010).

Si le taux d'inflation annuel moyen a baissé à 3,91% en 2010, l'année 2011 a été marquée par un choc des prix intérieurs de certains produits de base au début de l'année, débouchant sur une nouvelle tendance à la hausse des prix à la consommation au second semestre. En moyenne annuelle, le taux d'inflation est ainsi passé de 3,49% en juin 2011, à 4,20% en octobre et 4,52% en décembre 2011. Cette année, l'inflation s'est de nouveau remise à croître pour atteindre 4,5% après la désinflation de l'année précédente. Cette hausse du taux d'inflation de 2011 revient à la hausse des alimentations, boissons non alcoolisées de 4,22%, habillement-chaussures de 3,68%, logements-charges de 1,38%, meubles et articles d'ameublement de 3,51%, santé hygiène corporelle de 4,40%, transports et communications de 2,99%, éducation-culture-loisirs de 0,55%, divers de 14,94% (Banque d'Algérie 2011). D'après l'ONS, en 2012 le taux d'inflation en Algérie a atteint 8,9% contre 4,5% en 2011. Cela est dû à une hausse relativement importante des prix des biens alimentaires de 12,22%, avec notamment 21,37% pour les produits agricoles frais et 4,67% pour les produits alimentaires industriels (Banque d'Algérie 2011). Après l'importante hausse du taux d'inflation de 2012, l'inflation en 2013 a connu une baisse pour se situer autour de 4 à 5%, a déclaré MOHMED Laksaci (ancien gouverneur de la banque d'Algérie) à la presse en marge sur la stabilité financière dans les pays arabes. Mohamed Laksaci a reconnu que l'inflation en 2012 était exceptionnelle. Effectivement, le taux d'inflation tourne au tour de 8% en 2012

mais c'est conjoncturel, a-t-il dit à la presse en soulignant que le taux projeté par la Banque d'Algérie est un taux à moyen terme et non à court terme.

Selon Mohamed Laksaci (2013), l'accélération de l'inflation en 2012 est due en grande partie à des facteurs internes, notamment aux dysfonctionnements des marchés, aux positions dominantes et à la spéculation, et non pas comme à l'accoutumée à l'expansion de la masse monétaire, le phénomène d'inflation est plus de nature endogène, lié aux disfonctionnement persistants des marchés des biens où la formation des prix relève plus de positions dominantes et de la spéculation, qu'à l'opposé de 2011, où l'inflation était beaucoup plus engendrée par l'expansion de la masse monétaire, principale déterminant de l'inflation en Algérie.

• **La période allant de 2013 à 2018 :**

Après une forte inflation enregistrée en 2012, la plus élevée de la décennie, l'année 2013 a été marquée par une désinflation ample et rapide. La hausse des prix a retrouvé un rythme modéré compatible avec l'objectif du moyen terme en la matière.

Tableau 4:Taux d'inflation de 2013 à 2018.

Années	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Taux d'inflation (%)	3,3	2,9	4,8	6,4	5,9	4,27

Source : base statistique de l'ONS.

En 2012, l'inflation était essentiellement endogène. Alors qu'en 2013, sous l'angle des déterminants de l'inflation, l'impact de l'évolution monétaire et du taux de change nominal est plus significatif et ce, malgré la modération du rythme d'expansion monétaire. L'inflation annuelle moyenne en 2013, la plus faible depuis 7 ans, est estimée à 4,15% pour l'indice national et à 3,3% pour celui de la capitale, en baisse respectivement de 5,55 et 5,6 points par rapport à l'année 2012. Ce résultat est dû au recul significatif de la hausse des prix des produits agricoles frais, dont le taux annuel moyen se limite à 4,02% en 2013 contre 21,4% au titre de l'année 2012 (Banque d'Algérie 2013).

L'inflation continue de décroître en 2014 pour se limiter à un rythme annuel moyen compatible avec l'objectif du moyen terme. Cette dernière est essentiellement endogène. Les produits à fort contenu d'import, de poids relatif à 26%, contribuent négativement à la croissance de l'indice annuel moyen des prix à la consommation, contre une contribution positive de 3,5 % en 2013. En outre, l'inflation est corrélée positivement à l'expansion de la masse monétaire qui s'est accrue de 14,4%, en nette accélération (8,4% en 2013) (Banque d'Algérie 2014).

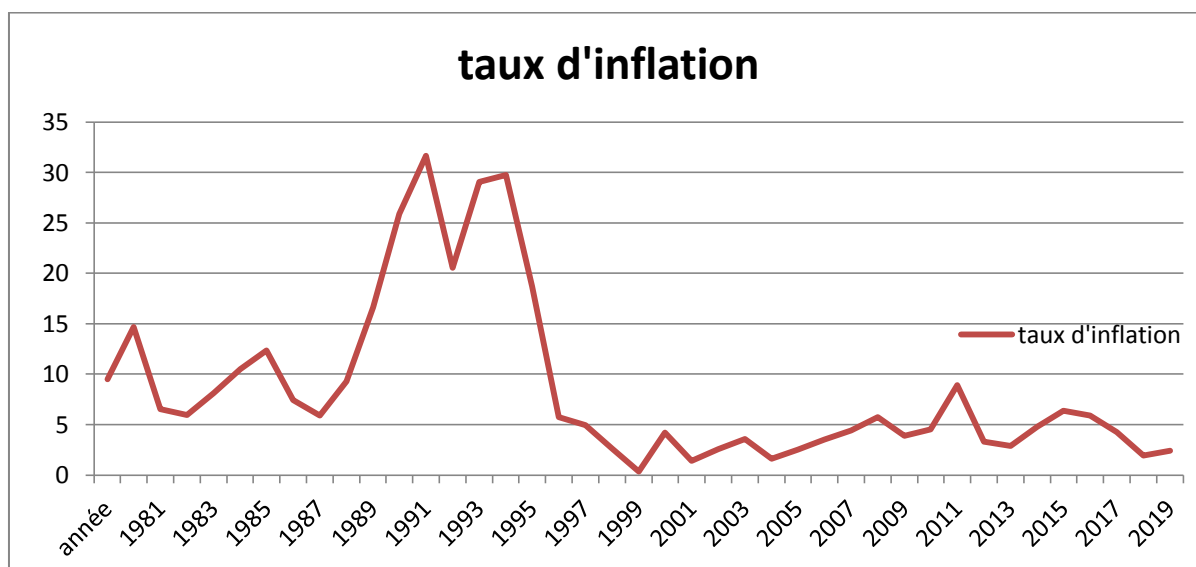
Bien que l'expansion monétaire mesurée par la croissance de l'agrégat M2, ait été quasi nulle en 2015, la désinflation des années 2013 et 2014 s'est interrompue. L'inflation en rythme annuel moyen, est de nouveau croissante, à 4,8% à la fin 2015, et sa composition reflète son

caractère structurel, l'inflation sous-jacente égalant l'inflation globale (Banque d'Algérie 2015).

L'accélération du rythme annuel moyen de l'inflation, amorcée en 2015, s'est poursuivie en 2016 pour atteindre 6,4 pour l'IPC du Grand Alger (5,8 pour l'indice national). Ce regain de l'inflation ne semble pas être imputable aux déterminants classiques de l'inflation (évolution de la masse monétaire M2, dépréciation du taux de change, cours des principaux produits de base importés,...), mais serait davantage lié aux imperfections de la régulation et aux positions dominantes dans la plupart des marchés des biens de consommation (Banque d'Algérie 2016).

En 2017, le taux d'inflation annuel était de 5,9%. L'injection des liquidités dans le système bancaire, par la Banque d'Algérie, après plus de quinze années au cours des quelles elle n'avait pas eu à jouer son rôle de prêteur en dernier ressort, pourrait se traduire par une accélération de l'inflation. La hausse des prix serait également alimentée par les augmentations des taxes, notamment la TVA, contenues dans la loi de finances 20175 (la loi de finance pour 2017, signée par le Président de la République, et publié dans le journal officiel N°77. Elle est frappée du sceau de la rigueur budgétaire, à cause de la crise financière. Cette loi de finance est basée sur un baril à 50 dollars, comme prix de référence un taux de change de 108 dinars pour un dollar et prévoit une croissance économique hors hydrocarbures de 3,9% et une inflation de 4%).

Figure 3: Evolution du taux d'inflation de 1980 à 2018 en Algérie.



Source : auteurs, à partir des données de L'ONS.

Au vue de tout ce qui précède, nous pouvons dire que durant la période allant de 1980 à 2018, il ya eu plusieurs variations du taux d'inflation. C'est en 1992 qu'on enregistre la valeur la

plus élevée du taux d'inflation qui est de 31,66% et en 2000 on enregistre la valeur la plus basse qui est de 0,33%. L'inflation en Algérie est déterminée par plusieurs facteurs.

2.1.2 Évolution du solde budgétaire de l'Algérie de 1980 à 2018

- **La période entre 1980 et 1988 :**

Selon Zidelkhil (2021), cette période a été caractérisée par la décentralisation progressive du pouvoir tout en restant dans le système central de planification. Les objectifs à long terme de la politique budgétaire depuis 1980 se sont principalement concentrés sur la réalisation de l'équilibre financier des entreprises publiques et des ajustements majeurs de la politique budgétaire pour soutenir les investissements dans les domaines sociaux et les petites et moyennes industries (Amani et Laridji, 2018). Le premier déficit de cette période remonte à 1983, avec un déficit de -4 181 millions de dinars. Les raisons de cette situation sont à la fois la baisse des taxes pétrolières provoquée par la baisse des prix des hydrocarbures enregistrée en mars de la même année (Achour Tani, 2013), et les prêts nets consentis aux entreprises publiques pour les aider à financer leurs investissements (Omrani et Toumache, 2016). Cependant, le déficit de 1986 a été causé par la crise pétrolière. Les recettes de la taxe pétrolière ont été réduites de plus de 50% de la taxe pétrolière à un rythme de dépenses soutenu, et elles ont été couvertes par une dette qui s'est transformée en dette extérieure, qui est passé d'environ 17 milliards US\$ à fin 1985 à 21,1 milliards US\$ à fin 1986. En conséquence, le déficit budgétaire est passé de -12 126 millions DA en 1986 à -26 200 millions DA en 1988, représentant respectivement -4,9% et -7,53% du PIB (Omrani et Toumache, 2016).

- **La période entre 1989 et 1999 :**

Pour Omrani et Rachid (2016), la période « 1989-1998 » a commencé avec l'amendement de la Constitution de 1989. Celui-ci a fortement bouleversé la structure économique en confiant au ministère des Finances la formulation et la gestion des politiques budgétaires. Le ministère de l'Économie a été créé le 16 septembre 1989 pour préparer la transition vers une économie de marché. De plus, 1989 a marqué le début de la crise de la dette souveraine de l'Algérie. Le système économique a amorcé cette dynamique de transition, qui a modifié la manière dont la politique budgétaire est mise en œuvre. Cette dernière n'est plus organisée comme un plan d'investissement régulier, mais n'est lié que par la loi de finances annuelle qui précise les différentes composantes et objectifs à atteindre. Par conséquent, pendant cette période, les mesures prises en réponse à la crise économique, en particulier le plan de stabilisation et d'ajustement structurel depuis 1994, ont restreint la politique budgétaire (Amani et Laridji, 2018). Cependant, pendant la guerre civile de 1992 et 1995, l'État a adopté une politique budgétaire expansionniste visant à stimuler l'activité économique et l'emploi. Par conséquent, les soldes budgétaires pour 1992, 1993, 1994 et 1995 étaient respectivement de -108 278, -162 678, -89 148 et -147 886 millions de dinars. Selon Oufriha (1999), la politique budgétaire « depuis 1996 » quatre ans plus tard est plus rigoureuse au vu de la performance positive du solde global de la trésorerie. Ces bons résultats sont principalement attribués à l'expulsion financière, qui a permis au ministère des Finances de se désendetter fortement. En 1994, le ministère des finances publiques a adopté une politique de désendettement de la Banque

d'Algérie. Les ressources générées par le rééchelonnement des dettes extérieures ont été monétisées pour fournir une partie des fonds aux opérations de rachat de trésorerie. Il convient de noter que la majeure partie de la dette de restructuration est une dette liée aux entreprises publiques. Ces remboursements sont ensuite retirés par le ministère des Finances, qui les utilise pour financer le remboursement des déficits budgétaires accumulés et de la dette publique interne. En outre, à court terme, ce processus peut contribuer à réduire considérablement les avances de la banque centrale au pays. En 1995, la monétisation de la dette extérieure a été réorganisée pour payer l'échéance des prêts extérieurs du Trésor, les pertes de change de la banque, le désendettement interne du Trésor du secteur bancaire et une partie du financement. Le CNEP est utilisé pour le logement social. Cependant, en termes de financement des déficits budgétaires, les ressources de restructuration de la dette rendent cela possible. Ce dernier est également utilisé pour désendetter la trésorerie des banques algériennes et des banques commerciales et réduire la pression sur la création de devises. D'une manière générale, la politique budgétaire maintenue pendant cet ajustement structurel a joué un rôle stabilisateur important, favorisé l'instauration de la stabilité et de l'équilibre macroéconomiques depuis 1998, dégagé des ressources débloquées au secteur privé et consolidé les finances publiques.

- **La période entre 2000 et 2018 :**

Après une décennie d'instabilité à tout point de vue, la stabilité économique était fragile. Cependant, depuis 2000, l'Algérie semble être sur le point de renouer avec la croissance, grâce aux performances positives du secteur des hydrocarbures. Le prix moyen du baril avait atteint 28,49 dollars en 2000 contre 17,91 dollars en 1999. Ainsi, les soldes budgétaires sont devenus excédentaires après avoir été déficitaires de

-101 228 et -11 186 millions de DA en 1998 et 1999 respectivement. Après la nette amélioration de la situation des finances publiques en 2000 avec un excédent global du trésor de 400039 millions de dinars (soit 9,8 % du produit intérieur brut) et un excédent de 184498 millions de dinars en 2001, l'année 2002 s'est caractérisée par des performances moindres avec seulement un excédent global des opérations du Trésor de 10 400 millions de dinars, soit 0,2 % du produit intérieur brut. Cela est dû essentiellement à l'impact négatif des effets externes sur la fiscalité pétrolière

En raison de la détérioration de la situation économique internationale, dans un contexte d'expansion des dépenses publiques (Banque d'Algérie, 2003).

Pour l'année 2004, le solde budgétaire enregistre un excédent de 514,3 milliards de dinars confirmant ainsi, après l'excellente performance de l'année 2003 avec 410,1 milliards de dinars. Courant 2004, la situation des finances publiques s'est encore améliorée de manière graduelle. Cette situation avait engendré un encours des dépôts du Trésor à la Banque d'Algérie, d'un ordre de 591 milliards de dinars à fin décembre 2003, s'est élevé à 627 milliards à fin juin 2004 pour finir à 1029 milliards de dinars à fin décembre 2004.

En 2006, la capacité de financement du Trésor s'améliore et se consolide d'avantage. En se référant au ratio (excédent global du Trésor/PIB), ce lui-ci, passe de 7,1 % en 2004, à 12 % en

2005 puis à 13 % en 2006. Les excédents réalisés en 2005 et 2006, soit, respectivement, 896,4 milliards de dinars et 1092,5 milliards de dinars, sont supérieurs au total du montant effectif de la fiscalité hors hydrocarbures. Ce renforcement de la capacité de financement du Trésor est matérialisé par le niveau élevé de son stock d'épargne financière en dépôts auprès de la Banque d'Algérie (Banque d'Algérie, 2008).

En 2008, le budget de l'Etat demeurera très sollicité au double plan du fonctionnement et des investissements publics, induisant des équilibres budgétaires tendus, nécessitant impérativement le recours aux Fonds de Régulation des Recettes pour le financement du déficit global du Trésor, fonds qui sont aussi sollicités pour le désendettement interne de l'Etat. Cependant, en 2009, le solde global des opérations du Trésor a enregistré un important déficit de 668,8 milliards de dinars « 6,6 % du PIB ». Il s'agit là du premier déficit au titre de la décennie qui résulte principalement de la forte baisse des recettes des hydrocarbures induite par la baisse, à la fois, des prix à l'exportation d'hydrocarbures et des quantités exportées. (Banque d'Algérie, 2009).

Après l'important déficit de 2009 inhérent à la chute des recettes fiscales des hydrocarbures « -41 % » liée au choc externe de grande ampleur, les soldes budgétaires globaux ont été déficitaires mais avec des ampleurs très inégales. Ainsi, les déficits de 2010 et 2011 n'ont représenté respectivement que 0,6 % et 0,4 % du PIB. Le déficit budgétaire s'est de nouveau accru en 2012 « 4,8 % » du PIB, en raison de la forte croissance des dépenses totales (22,5 %) et, en particulier, de celle des dépenses courantes « 27,2 % », après celles non moins élevées de 2011, respectivement de 31 % et 45,9 % (Banque d'Algérie, 2012). Selon Omrani et Rachid (2016), ce déséquilibre recettes/dépenses semble être maintenu pendant les prochaines années ; malgré l'importance des prix enregistrés entre 2011 et 2013 où les prix du brut étaient respectivement de l'ordre de 108,44 US \$/baril en 2013 contre 111,66 US \$/baril en 2012 et 111,22 US\$/baril en 2011.

La période d'entre 2014 et 2018 est caractérisée par deux aspects importants, premier c'est celui du trend baissier des exportations d'hydrocarbures en valeur depuis la récession économique mondiale. Le deuxième c'est le niveau élevé des dépenses budgétaires, affichant ainsi des niveaux de déficit considérables (tableau 3.9). La figure 3.4 démontre que, même si, les déficits sont parfois aux contractions des recettes, comme ça était expliqué, mais la cause essentielle reste la dépense budgétaire importante.

Tableau 5: évolution des recettes et dépenses budgétaire de 1980 à 2018 en millions de dinars.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Recettes	59594	79384	74246	80644	101365	105850	89690	92984	93500	116400
Dépenses	44016	57655	72445	84825	91598	99841	101817	103977	119700	124500
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000

CHAPITRE II L'EVOLUTION DE QUELEQUES AGREGATS MACROECONOMIQUE EN
ALGERIE ENTRE 1980 ET 2018

152500	248900	311864	313949	477181	611731	825157	926668	774511	950496	157816 1
136500	212100	420131	476627	566329	759617	724609	845196	875739	961682	117812 2
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
150552 6	160318 8	197446 6	222989 9	308282 8	363992 5	368790 0	290244 8	327536 2	307464 4	3403 108
132102 8	155064 6	163926 5	188893 0	205203 7	245301 4	310866 9	419105 3	424633 4	446694 0	5731 407
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				
380403 3	389531 1	392774 9	455254 1	501158 4	604788 0	631396 1				
705817 3	602413 1	699576 9	765633 1	729749 4	728263 0	772629 1				

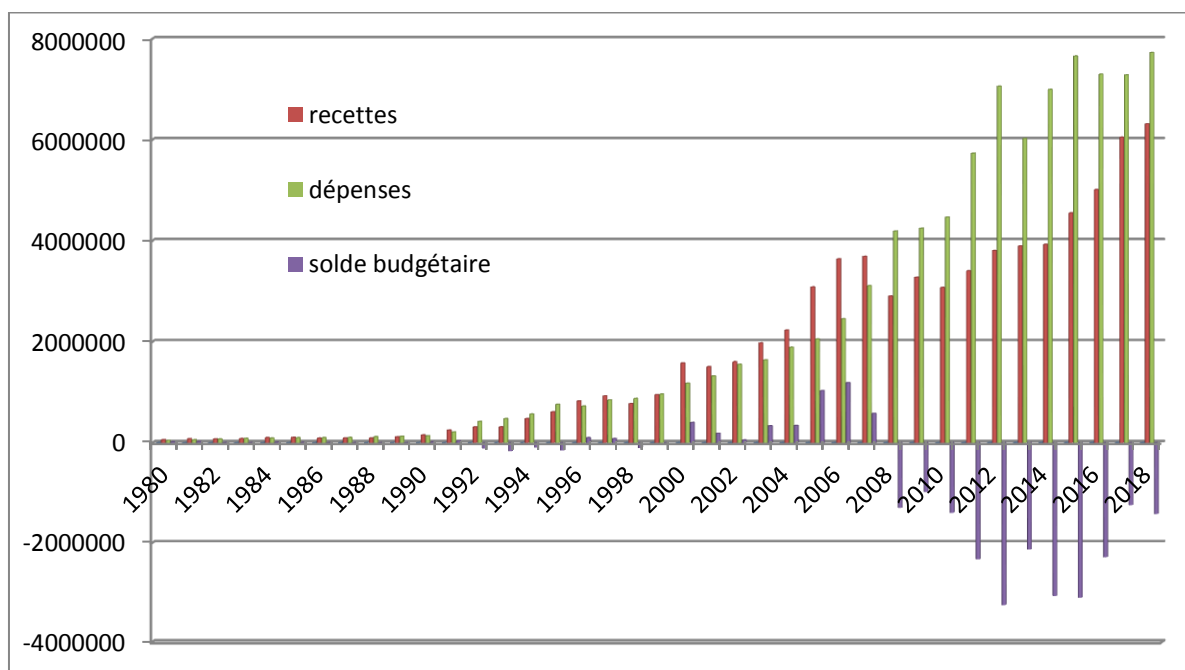
Source : auteurs, depuis la base statistiques de L'ONS.

Tableau 6:évolution du solde budgétaire de 1980 à 2018 en million de dinars.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Solde budgétaire	15578	21730	1801	-4 181	9767	6009	-12 127	-10 997	-26 200	-9 200
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
16000	36 800	-10 8276	-162 678	-89 148	-14 7886	100 548	81 472	-10 1228	-11 186	400039
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
184498	5 2542	335 201	340 969	103 0791	118 6911	57 9231	-128 8605	-97 0972	-139 2299	-232 8299
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				
-3254140	- 212 8820	-306 8020	-310 3790	-228 5910	-123 4751	-141 2330				

Source : auteurs, depuis la base statistiques de L'ONS

Figure 4:Evolution du solde budgétaire de 1980 à 2018.



Source : auteur a partir des donnés de L'ONS.

2.1.3 Evolution de taux de change dinars par rapport au dollar de 1980 à 2018.

À partir de 1986, après le contre choc pétrolier, le taux de change du dinar algérien a subi un glissement qui en réalité n'était qu'une série de dévaluations dans le but de donner à la monnaie nationale une valeur compatible avec la situation économique. La première dévaluation explicite a été appliquée en septembre 1991 et ce pour mettre fin aux anticipations inflationnistes causées par le glissement. A cette époque le dollar américain est passé de 8,96 DA en 1990 à 21,84 DA en 1992.

En 1994 et au début de l'accord sur le programme de stabilisation et d'ajustement avec le FMI, la Monnaie nationale a été dévaluée de 50,14% avant de procéder à l'application du système de change flottant, où il a été permis aux banques commerciales de détenir des devises sachant que la Banque d'Algérie était le principal fournisseur.

La convertibilité du dinar a commencé en 1994 avec la libéralisation des importations, l'accès à la devise est devenu libre pour tout agent économique solvable et les banques étaient les fournisseurs des importateurs en devise. (Banque d'Algérie, 1997).

Le but essentiel du système du taux de change flottant était d'éviter toute entrave face au développement des exportations et de diminuer l'inflation en parallèle avec la politique monétaire menée. Il visait également à encourager la diversification de l'économie et à réduire les effets de chocs extérieurs.

Conformément à la conduite de la politique monétaire visant à maintenir un niveau d'inflation faible (inférieur à 3%), la Banque d'Algérie a continué la politique de stabilisation du taux de change réel effectif du dinar. A cet effet et dans le cadre du flottement dirigé entamé depuis 1996, la Banque d'Algérie intervenait dans le marché interbancaire des changes avec une offre des monnaies étrangères et une demande relativement croissante depuis 2003 et ce pour les raisons suivantes : (Fonds Monétaire International, 2006).

- Les exportations représentent plus de 95% des exportations globales ;

- Tous les revenus en devises émanant des exportations des hydrocarbures devaient être convertis en monnaie nationale par la Banque d'Algérie ;
- Les transferts de capitaux étaient soumis à un contrôle très strict.

En 2006, la Banque d'Algérie a poursuivi ses interventions sur le marché interbancaire de change avec une offre croissante de monnaies étrangères pour satisfaire la demande croissante due aux opérations de prépaiement de la dette extérieure. L'évolution du taux de change du dinar par rapport au dollar américain reflétait le rétrécissement de la différence d'inflation avec les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie ainsi que la situation du marché de change des principales monnaies étrangères. Ainsi le taux de change est passé de 73,28 dinars/dollar en 2005 à 72,65 dinars/dollar en 2006, soit une appréciation de 0,85% de la monnaie nationale. (Banque d'Algérie, 2007)

La conjoncture internationale, caractérisée par la crise financière mondiale de 2008-2012 a nécessité le renforcement de la part de la Banque d'Algérie du mécanisme flexible et dynamique de gestion de ses interventions sur le marché interbancaire des changes (toujours dans le cadre du flottement dirigé) par le renforcement du suivi quotidien de l'évolution du taux de change nominal combiné aux perspectives d'évolution des prix relatifs avec l'objectif de stabilisation du taux de change effectif réel, en fonction de l'évolution des fondamentaux. (Banque d'Algérie, 2012).

La Banque d'Algérie a continué par ces interventions sur le marché interbancaire des changes, à renforcer la stabilité du taux de change effectif réel à son niveau d'équilibre du moyen terme. Ainsi le taux de change a évolué de 2013 à 2017 avec des taux respectivement de 2,36% à 1,39%. (Banque d'Algérie, 2017).

Tableau 7: Evolution du taux de change de 1980 à 2018 en Algérie.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Taux de change	3,8375	4,3158	4,5921	4,7885	4,9835	5,0279	4,7023	4,8375	5,9144	7,6084
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
8,9648	18,467 2	21,871 7	23,350 3	35,055 2	47,648 9	54,747 2	57,675 7	58,735 1	66,572 2	75,256 9
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
77,264 6	79,682 9	77,394 7	72,060 3	73,359 6	72,646 6	69,375 7	64,582 8	72,634 9	74,390 8	72,856 7
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				
77,536 1	79,368 4	80,523 7	100,4	109,5	111,0	116,6				

Source : base statistique L'ONS.

2.1.4 Evolution de la masse monétaire en Algérie de 1980 à 2018.

- **La Période entre 1980 à 1989 :**

Durant la décennie 1980 la masse monétaire a connu un ralentissement. Des changements ont été apportés par la loi de finances de 1982 en matière de mode de financement des investissements par les banques commerciales en accordant des crédits d'investissement à moyen et long terme. Le plus marquant de cette période est la promulgation de la loi de 19 Août 1986, suite au choc pétrolier de la même année qui a révélé la défaillance du modèle économique adopté.

- **La Période entre 1990 à 2000 :**

Entre 1990 et 1993, le taux de M2 en Algérie était particulièrement élevé, il est passé de 11,4% en 1990 à 21,6% en 1993, ceci résulte de l'augmentation des recettes d'exportation des hydrocarbures, lié à l'évolution des prix du pétrole d'une part et d'autre part à la forte dépréciation du taux de change. Durant la période du Plan d'ajustement structurel, le taux de M2 a été caractérisé par un accroissement de 15,3% en 1994 pour atteindre 19,6% en 1998, ces résultats nous montrent donc que l'accord stand-by a permis de maîtriser l'expansion qui a caractérisé les périodes qui ont précédé la signature de l'accord. D'après ces développements, nous pouvons dire que durant cette période (1990-1998), la masse monétaire n'a pas influencé l'inflation, cela est dû à d'autres facteurs.

- **La Période entre 2000 à 2018 :**

La masse monétaire (M2) a enregistré une forte augmentation, en 2001, de l'ordre de 23%. L'année 2002 a été marquée par une décélération de la croissance monétaire à un rythme de 17,3% en termes de masse monétaire M2. L'évolution de la situation monétaire au cours de l'année 2003 montre que l'agrégat monétaire (M2) a enregistré une croissance de 15,1%. Il s'agit là de la poursuite du recul du taux d'expansion monétaire. L'agrégat monétaire M2 a connu une croissance de 15,8% en 2004. L'année 2006 s'est caractérisée par une forte croissance de la masse monétaire (18,67%) comparativement au rythme enregistré en la matière en 2005 (11,2%) et ce, après le trend baissier durant les cinq années précédentes. Avec une croissance monétaire supérieure au rythme de 2006 (18,6), l'année 2007 s'inscrit dans le nouveau trend de reprise du rythme d'expansion monétaire et ce, après le cycle baissier de 2001 à 2004 (banque d'Algérie, 2007). Après le recul du taux d'expansion monétaire en termes de M2 au second semestre 2008 (5,36%) contre 10,13% au premier semestre 2008, le premier semestre 2009 a même enregistré une contraction en la matière (-1,13%), représentant un choc pour la situation monétaire. C'est dans ce contexte que l'expansion de M2 au second semestre 2009 (4,38) a permis de contrebalancer l'effet de la contraction monétaire du premier semestre, débouchant sur un rythme modéré de création de monnaie en 2009 (3,20%) (Banque d'Algérie, 2009). Après une expansion monétaire historiquement basse enregistrée en 2009 sous l'effet de l'important choc externe, l'année 2010 a été marquée par le retour à l'expansion monétaire, mais à un taux inférieur aux rythmes élevés des années 2006 à 2008. Avec une progression de 10,2% en 2010 (Banque d'Algérie, 2010), la reprise du rôle des avoirs extérieurs nets dans le processus de création monétaire s'est conjuguée avec la poursuite du dynamisme des crédits à l'économie. La masse

monétaire M2 est évaluée à 11941,5 milliards de dinars à fin décembre 2013 contre 11015,14 milliards de dinars à fin 2012, soit un taux de progression annuel de 8,45%. Cela confirme la décélération des rythmes d'expansion monétaire qui a caractérisé l'année 2012 (10,94% contre 19,91 en 2011). L'année 2014 est marquée par une reprise substantielle du rythme de l'expansion monétaire à 14,50%. En lien avec les importants déficits des soldes globaux de la balance des paiements, la croissance de la masse monétaire (M2) a été extrêmement faible en 2015 et 2016 (respectivement 0,13 % et 0,82 %). En contraste avec les années 2015 et 2016, au premier semestre de 2017, la masse monétaire (M2) a augmenté de 4,27%. Pour atteindre 8.4% en 2017 et 11.2% en 2018. (Banque d'Algérie, 2017).

Tableau 8: Evolution de la masse monétaire en Algérie entre 1980 à 2018.

Unité milliards de dinars.

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
Masse monétaire	93 538	109 154	137 889	165 926	194 718	223860	227 017	257 896	292 963
1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
308 146	343 005	415 270	515 902	627 427	723 514	799562	915 058	1 081518	1 592 461
1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1 789, 3	2 022,5	2 473,5	2 901,5	3 299,5	3 644,3	4 070,4	4 933,7	5 994,6	6 955,9
2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
7 173,1 8	8280,7	9 929,2	11015 ,1	11941,5	13663 ,9	13705	13816	14974	16637

Source : la Banque d'Algérie.

2.2 L'évolution de quelques agrégats macroéconomiques relevant de la sphère réelle en Algérie entre 1980 et 2018.

2.2.1 L'évolution du commerce extérieur

2.2.1.1 L'évolution de la balance commerciale en Algérie de 1980 à 2018.

- **La période de 1980 à 1989 :**

Les résultats économiques de cette période sont, encore une fois, mitigés du fait de la structure des exportations qui demeure inchangée. En d'autres termes, l'économie algérienne reste toujours dépendante et tributaire des marchés pétroliers. Ces résultats insuffisants sont dus à deux autres événements de dimension mondiale : l'un étant la chute brutale des cours des hydrocarbures, et l'autre, la baisse du prix du dollar. De ce fait, l'économie algérienne se retrouve bouleversée par ces événements.

Comme le montre la figure N°9 et N°3 , à travers le montant total des importations et des exportations, ainsi que de leur solde, la balance commerciale a connu des turbulences entre

1985 et 1987. Ces dernières sont dues au contre choc pétrolier² qui a touché de près la structure de l'économie algérienne. Ses conséquences ne s'observent pas seulement sur les exportations à la baisse, mais aussi sur l'ensemble de l'économie algérienne (avec un taux de croissance de 1 %).

• **La période de 1990 à 2005 :**

A la fin des années 1990, l'économie algérienne a connu un climat économique assez satisfaisant qui se concrétise dans des indices macroéconomiques positifs, résultant des différents ajustements et réformes mis en œuvre tout au long de cette décennie.

Pour la période allant de 1990 à 2005, la balance commerciale a enregistré des soldes positifs, sauf pour les années 1994, 1995 et 1998, où elle a été déficitaire ; ces déficits peuvent être expliqués par la situation extérieure de l'Algérie en début de la décennie 1990, et son recours au FMI, et d'autre part, par les fluctuations qui ont marqué les marchés pétroliers. Ainsi, l'année 1998 est marquée par une régression des prix des hydrocarbures ; le prix du baril de pétrole a avoisiné le cours des 12 dollars US ; cette situation ne durera pas ; en 1999, les cours reprennent à nouveau leur hausse en atteignant 26 dollars US ; de ce fait la balance commerciale devient et demeure excédentaire jusqu'à la fin de la période.

• **La période de 2006 à 2018 :**

Au cours de la période 2006-2018, la balance commerciale a été perturbée. En 2008, la crise financière a touché le pays, ce qui a entraîné une baisse de la balance commerciale du pays en 2009. Et en 2015 jusqu'à 2020 la balance a marquée un solde négatif, et cela est dû à la crise économique en 2014.

Tableau 9: évolution de la balance commerciale en l'Algérie de 1980 à 2018.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
la balance commerciale	39 819	8 744	3 387	3671	7 853	1 534	-6 561	5 697	4 631	-1 826
Le taux de couverture%	148	118	107	107	115	103	85	117	111	97
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
14 515	80158	52096	30464	-37 228	- 24923	233973	230935	47544	224157	968941
117	135	129	115	89	95	147	146	108	137	240
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
710113	543335	830173	992738	1880 922	2 408 466	2 255 901	2 570 637	428 015	1 232 939	1 912 008
192	157	178	175	226	255	218	200	115	141	155
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				

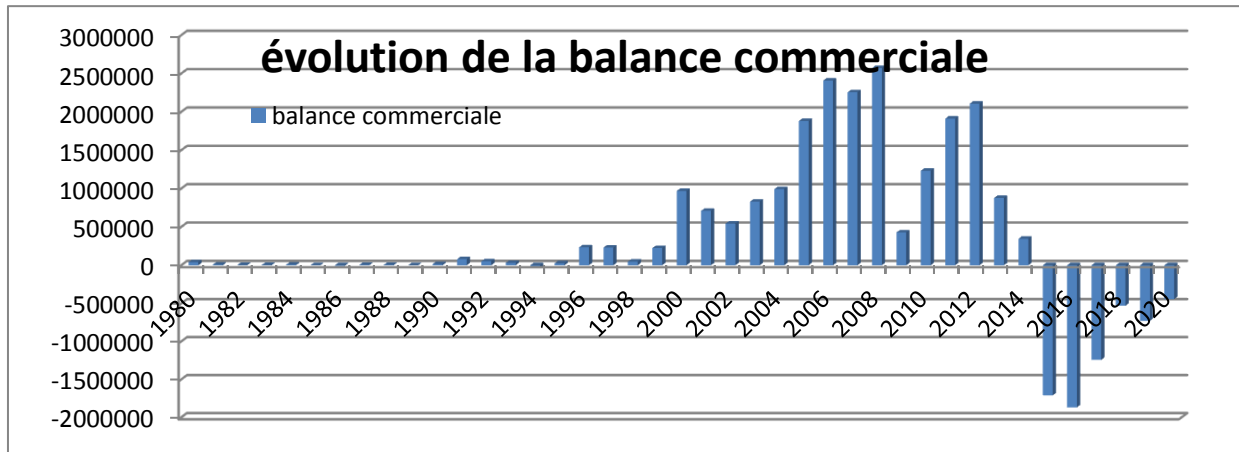
² Les cours du baril de pétrole sont passés de 27 \$us en 1985 à 11 \$us en 1986

CHAPITRE II L'EVOLUTION DE QUELEQUES AGREGATS MACROECONOMIQUE EN ALGERIE ENTRE 1980 ET 2018

2 106 874	877593	345963	-1711 623	- 1868 188	-1242 810	-529 272
158	120	107	67	64	76	90

Source : base de statistique de l'ONS.

Figure 5: Evolution de la balance commerciale en Algérie de 1980 à 2018



Source : auteur a partir des données de L'ONS.

La figure si dessus montre que la balance commerciale en Algérie à connu un excédant entre 1980 jusqu'à 2014, sauf pour des deux années 1994 et 1995, et elle à marqué un déficit de 2015 à nos jours.

Tableau 10: Evolution des exportations en Algérie de 1980 à 2018 en millions de dinars.

CHAPITRE II L'ÉVOLUTION DE QUELEQUES AGREGATS MACROECONOMIQUE EN
ALGERIE ENTRE 1980 ET 2018

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Exportations	59 953	57 383	52 698	53 455	59 108	51029	36832	39848	48057	68246
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
101284	21939 1	23223 7	23592 8	30290 9	48827 0	73210 3	73251 7	59990 3	83468 4	16585 25
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1478001	15004 28	18910 73	23118 96	33745 67	39680 05	41727 30	51426 70	32828 20	42447 46	53545 10
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				
5736808	52320 73	50656 71	3481 837	3 286 589	3 857 097	4 873 960				

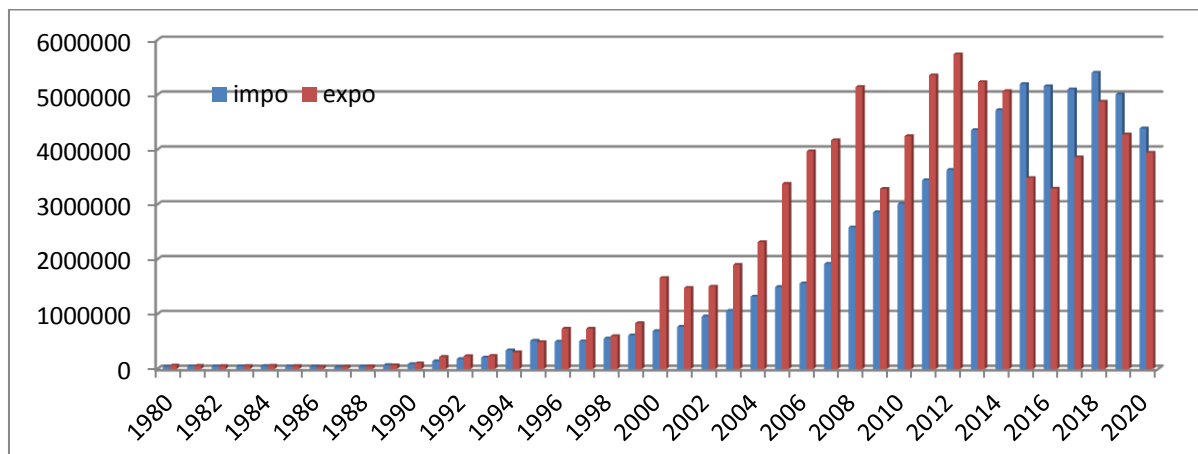
Source : base statistique L'ONS.

Tableau 11: évolution des importations en Algérie de 1980 à 2018 en millions de dinars.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Importations	40 519	48639	49310	49784	51254	49495	43393	34151	43425	70073
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
86769	13925 7	18014 1	20546 3	34013 7	51319 3	49813 0	51582	55235 9	61052 7	68958 4
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
767888	95703 9	10609 00	13191 58	14936 45	15585 39	19168 29	25820 33	28548 05	30118 07	34425 02
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				
3629934	43546 14	47197 08	5193 460	5 154 777	5 099 907	5 403 232				

Source : Base des statistiques de l'ONS.

Figure 6: évolution du commerce extérieur en Algérie de 1980 à 2018.



Source : réalisation personnelle

2.2.2 Evolution du produit intérieur brut (PIB) courant en Algérie de 1980 à 2018 :

Le programme de stabilisation macro-économique mis en place par les autorités après le choc pétrolier de 1986 a subi un arrêt après les événements politiques qu'a connu le pays en 1991, par la suite, il y'a eu une aggravation de la situation économique et financière de l'Algérie durant la période 1990-1995. Nous pouvons d'ailleurs remarquer d'après le tableau N°, que les taux de croissance du PIB durant cette période étaient négatifs puisqu'ils sont passés de -1,2% en 1991 à -2,1% en 1993.

Les accords signés avec les institutions financières internationales à partir de 1996 ont permis au taux de croissance du PIB de passer de 4,1% en 1996 à 3,82% en 2000 (Banque d'Algérie, 2004).

La hausse des cours du pétrole a permis à l'Algérie de renforcer encore plus sa position extérieure car la libéralisation du commerce favorise la croissance économique. La période de lancement du programme quinquennal de soutien à la croissance économique de 2001-2005 a permis d'enregistrer un taux de croissance du PIB positif et en hausse, il est passé de 3,01% en 2001 à 5,91% en 2005. (Banque d'Algérie, 2005).

Durant la période 2006-2012, le taux du PIB a connu une légère hausse en passant de 1,68% en 2006 à 3,37% en 2012. (Banque d'Algérie, 2010).

Cette augmentation est due essentiellement grâce à la progression des secteurs hors hydrocarbures qui sont passés de 5,3% en 2006 à 7,1% en 2012.

En raison du choc externe de la baisse des exportations des hydrocarbures ainsi que leurs prix, la période 2014-2017 enregistre une baisse concernant le taux du PIB, il était de 3,75% en 2014 mais il chute à 1,4% en 2018.

(Voir tableau N°12).

Tableau 12: Evolution du PIB en Algérie de 1980 à 2018 en millions de dinars.

Années	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Le PIB	162 507	191 468	207 551	233 752	264 469	291 597	296 551	312 787	347 716	4220 43

CHAPITRE II L'EVOLUTION DE QUELEQUES AGREGATS MACROECONOMIQUE EN
ALGERIE ENTRE 1980 ET 2018

Taux de croissance	0,8	3,0	6,4	5,4	3,3	3,7	0,4	-0,7	-1,0	4,4
1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
554388	862132	1074695	1189724	1487403	2004994	2570028	2780168	2830490	3238197	41235139
0,8	-1,2	1,6	-2,2	0,2	3,8	3,7	1,1	6,2	3,2	3,8
2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
4 227113	4 522773	5252321	6149116	7561984	8501635	9352886	11043703	9968025	11991563	14588531
3,0	5,6	7,2	4,3	5,9	1,7	3,4	2,0	1,7	3,6	2,9
2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018				
16208698	16643833	17205106	16712675	17514634	18575761	20259044				
3,4	2,8	3,8	3,7	3,2	1,3	1,4				

Source : base statistique de L'ONS.

Conclusion

L'économie algérienne est une économie rentière, cette dépendance envers le secteur pétrolier à des effets négatifs sur la performance économique du pays. En effet, la forte volatilité des prix du pétrole est à l'origine de l'instabilité des recettes d'exportations, du taux de change et de la valeur de la monnaie nationale et de l'apparition des distorsions sectorielles entre les différentes activités économiques.

Les études faites ne permettent pas de rejeter le fait que la théorie du mal hollandais soit applicable pour le cas de l'Algérie. Elles ne la confirment pas non plus. Une chose est sûre est que la croissance de l'Algérie n'arrive pas à décoller, la seule réponse possible à un tel échec ; c'est la manifestation d'un mal hollandais. Pour remédier à cela, des réaménagements doivent être faits dans la gestion de l'économie du pays ainsi que dans la gestion de la rente énergétique.

CHAPITRE III

VÉRIFICATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE LE SYNDROME HOLLADAIS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGÉRIE

CHAPITRE III

VÉRIFICATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE LE SYNDROME HOLLADAIS ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Durant ces dernières années, l'économétrie des séries temporelles a connu des développements importants tant du point de vue des tests de racine unitaire que des tests de cointégration. Pesaran et Shin [1997] et Pesaran, Shin et Smith [2001] ont développé une nouvelle technique pour tester l'existence d'une relation de long terme entre des variables caractérisées par un ordre d'intégration différent. Il s'agit de test des limites « bounds test » relation de long terme dans un modèle autorégressif à retards échelonnés ARDL (Auto Régressive Distributive Lags).

Dans ce chapitre troisième nous allons effectuer la proche ARDL afin d'estimer la relation entre la croissance économique et le syndrome hollandais.

3.1 Spécification du modèle

3.1.1 Choix des variables

Les variables choisies sont de l'ordre de six comme suit:

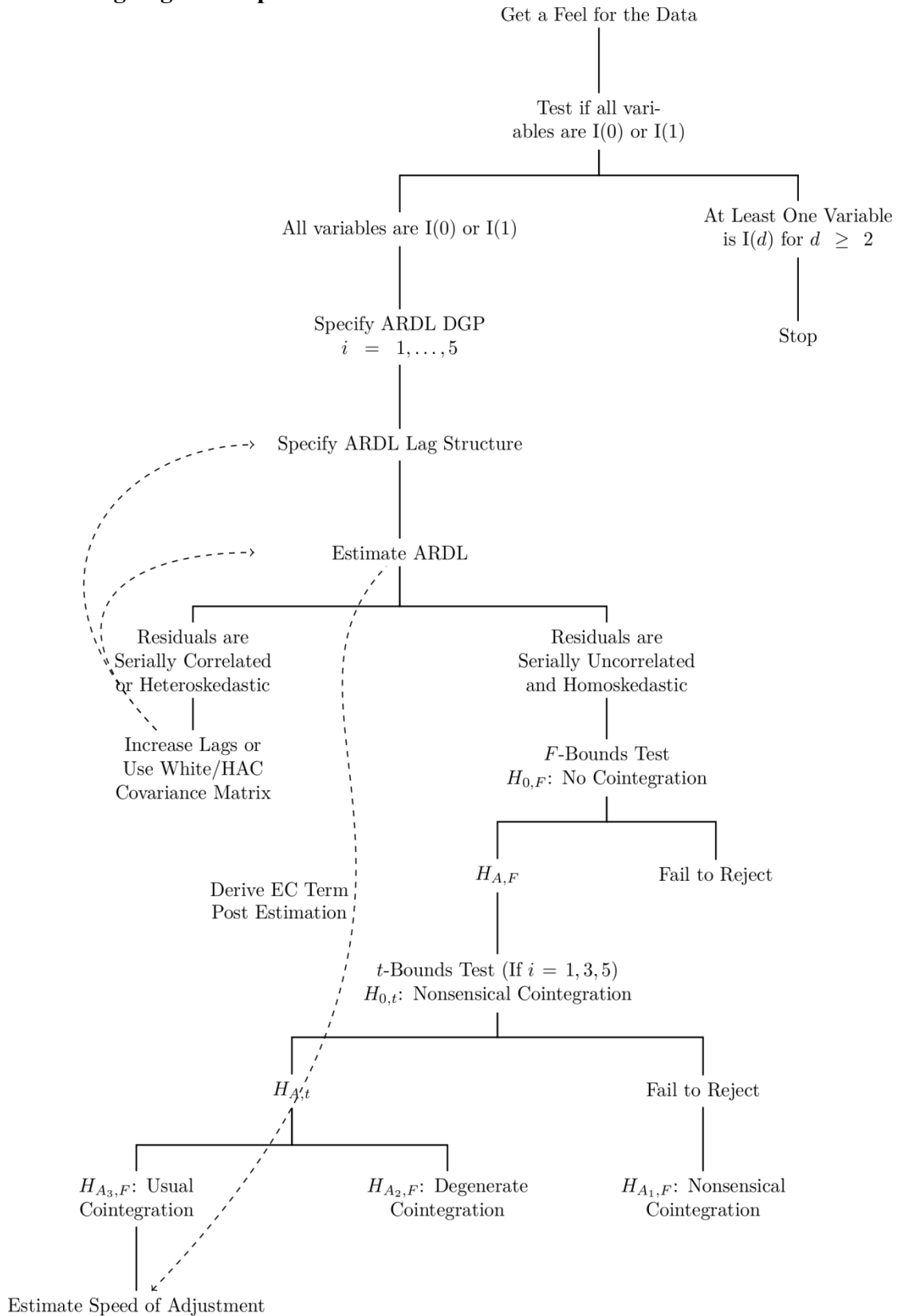
- Le produit intérieur brut noté (PIB).
- La fiscalité pétrolière dans les recettes fiscales totales notées (FP).
- Ratio du commerce extérieur exportation hydrocarbure noté (EXH).
- Production brut pétrolière et minière noté (PBPM).
- Production hors hydrocarbures et mine noté (PHH).
- Dépense budgétaire d'équipement noté (DEQ).

Ainsi, notre modèle s'écrit comme suivant :

$$\text{PIB} = \alpha + \beta_0 \text{FP} + \beta_1 \text{EXH} + \beta_2 \text{PBPM} + \beta_3 \text{PHH} + \beta_4 \text{DEQ} + \xi_t.$$

Les sources des données utilisées sont extraites des données de L'ONS. La période d'estimation s'étale de 1980 à 2018 soit 38 observations.

3.1.2 Organigramme pour l'étude des mécanismes de transmission



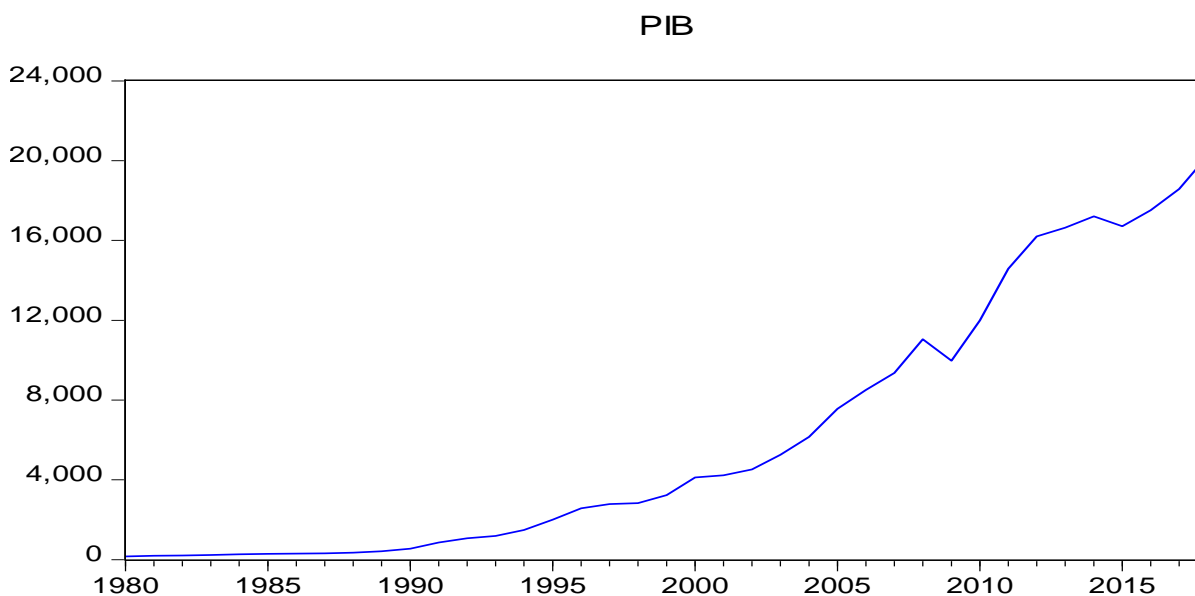
Source : eviews.com

3.2 Analyse graphique des séries.

L'évolution graphique des séries nous donne une première idée sur la stationnarité des séries.

3.2.1 Analyse de produit intérieur brut (PIB).

Figure 7: Evolution du PIB de 1980 à 2018.



Source : auteur avec Eviews 9.0

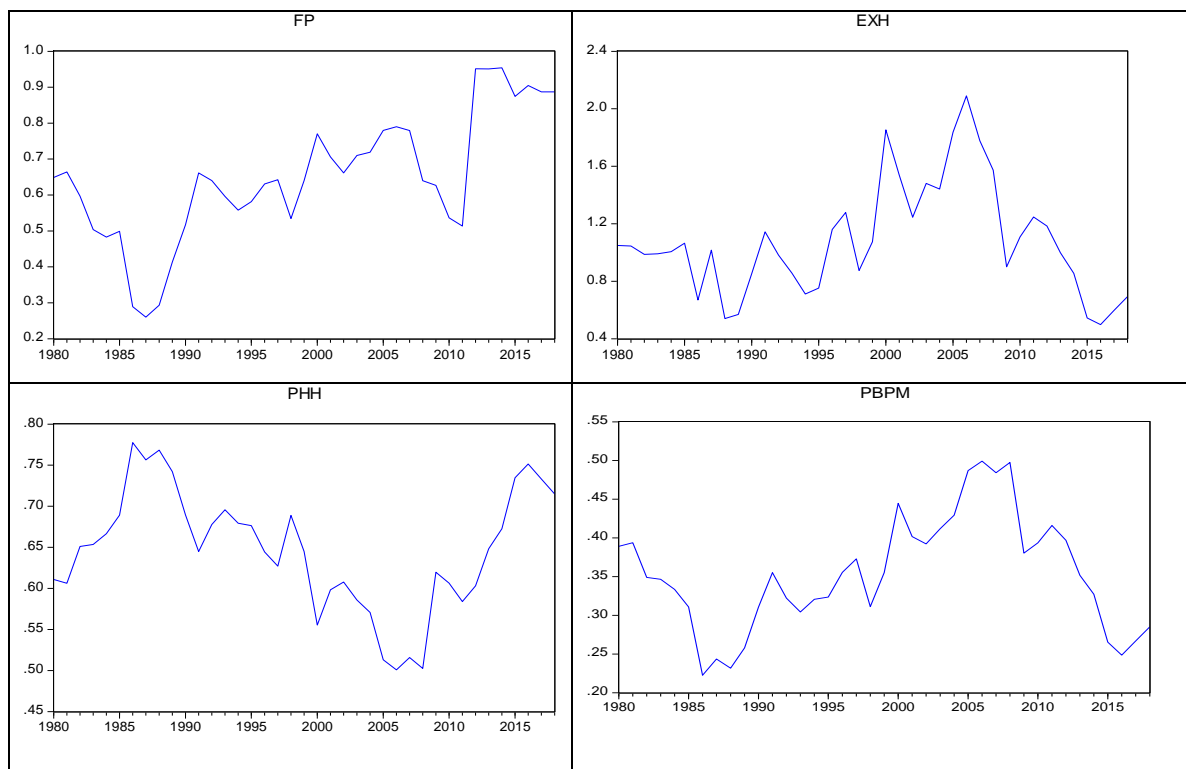
D'après le graphe nous remarquons que la série (PIB) est caractérisée par une augmentation progressive durant la période 1980 à 2007 pour ensuite atteindre un pic en 2008. La chute du produit intérieur brut (PIB) en 2009 est due à la crise financière.

La série affiche une tendance à la hausse ce qui nous permet de déduire que la série est peut être non stationnaire.

3.2.2 Analyse de la fiscalité pétrolière (FP), Ratio du commerce extérieur exportation hydrocarbure (EXH), production brut pétrolière et minière (PBPM), et production hors hydrocarbure et mine (PHH).

Figure 8: Evolution de (FP), (EXH), (PHH) et (PBPM) de 1980 à 2018.

CHAPITRE III VERIFICATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE LE SYNDROME HOLLANDAIS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE.

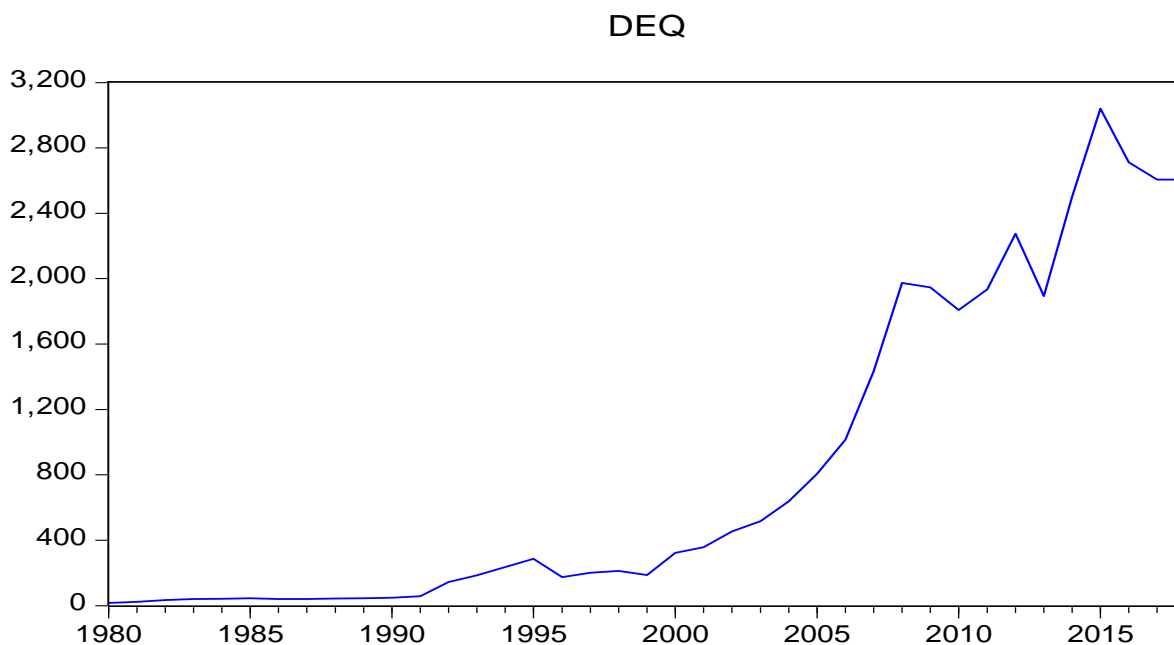


Source : auteur avec Eviews 10

L'évolution de (FP), (EXH), (PBPM), (PHH) semble être affectées par de nombreuses fluctuations. Il y'avait plusieurs pics et plusieurs creux, la tendance de ces séries semble être non stationnaire.

3.2.3 Analyse de dépenses budgétaire d'équipement (DEQ)

Figure 9: Evolution de dépenses budgétaire d'équipement de 1980 à 2018



Source : auteur avec Eviews 10

Nous observons sur ce graphe une augmentation progressive pour atteindre un pic en 2008 et un creux en 2010, ensuite atteindre un pic en 2015 et une légère baisse dans les 3 années qui suivent. Cette série semble être non stationnaire.

3.3 Etude de la stationnarité des séries.

3.3.1 Application du test de Dickey-Fuller sur les séries :

Ces tests consistent à déterminer la stationnarité des séries et de préciser si le processus non stationnaire est déterministe (TS) ou bien non-stationnaire stochastique (DS).

3.3.1.1 Test de la tendance :

$H_0: \beta = 0$ vs $H_1: \beta \neq 0$

$T_{cal} < T_{tab}$, alors on accepte H_0 ; donc la tendance n'est pas significative.

D'après le tableau ci-dessus, on remarque que la statistique de Student associée aux paramètres de la tendance de chaque série sont inférieure à la valeur critique de 2.79 lue dans la table au seuil de 5%. Donc, on accepte l'hypothèse selon laquelle la tendance n'est pas significativement différente de zéro. Autrement dit, on rejette l'hypothèse d'un processus TS. Sauf pour la série FP.

En conséquence, le modèle 3 n'est pas le bon modèle pour tester les racines unitaires, donc on passe au modèle 2 pour tester la significativité de la constante. (voir tableau N° 14)

Tableau 13: test de significativité des la tendance

Modèle 3	PIB	FP	EXH	PBPM	PHH	DEQ
t-student	2.2737	3.4232	-0.0713	0.2033	-0.2025	2.1808
v-critique	2.79	2.79	2.79	2.79	2.79	2.79

Source : Etablie par nous même à partir des résultats obtenus sur Eviews 9.0

3.3.1.2 Test de la constante :

$H_0: c = 0$ vs $H_1: c \neq 0$

$T_{cal} < T_{tab}$ alors on accepte H_0 ; donc $c = 0$

Nous remarquons que la constante pour toutes les séries n'est pas significativement différente de zéro puisque la statistique de Student associée aux paramètres de la constante est inférieure à la valeur critique de 2.54 au seuil de 5%. Dans ce cas on rejette l'hypothèse d'un processus DS avec dérive.

Le modèle 2 n'est pas le bon modèle pour tester les racines unitaires, donc passons au modèle 1. (Voir tableau N° 15).

Tableau 14: Test de significativité de la constante.

Modèle 3	PIB	FP	EXH	PBPM	PHH	DEQ
t-student	1.5857	3.123036	2.0280	1.5076	1.6612	1.3084
v-critique	2.54	2.54	2.54	2.54	2.54	2.54

Source : Etablie par nous même à partir des résultats obtenus sur Eviews 9.0

Tableau 15: Le test de Dickey-Fuller augmenté.

Test en niveau	Test Dickey-Fuller augmenté		Stationnarité
	statistique ADF	v-critique	
PIB	5.470670	-1.95	Non stationnaire
FP	-0.518141	-1.95	Non stationnaire
EXH	-0.904567	-1.95	Non stationnaire
PBPM	-0.726716	-1.95	Non stationnaire
PHH	0.231626	-1.95	Non stationnaire
DEQ	1.614989	-1.95	Non stationnaire

Source : Etablie par nous même à partir des résultats obtenus sur Eviews 9.0.

Cette non stationnarité est de type DS (Differency stationnarity). La méthode adéquate, dans ce cas, serait d'appliquer le filtrage de différentiation d'ordre 1.

Tableau 16:La différenciation première des différentes séries.

Test en niveau	Test Dickey-Fuller augmenté		Stationnarité
	statistique ADF	v-critique	
PIB	-2.916938	-1.95	Stationnaire
FP	-3.909258	-1.95	Stationnaire
EXH	-5.753753	-1.95	Stationnaire
PBPM	-5.744816	-1.95	Stationnaire
PHH	-5.760848	-1.95	Stationnaire
DEQ	-5.247342	-1.95	Stationnaire

Source : Etablie par nous même à partir des résultats obtenus sur Eviews 9.0.

L'application du test de ADF en différence première indique que toutes les séries stationnaires ($t\text{-statistic} < \text{à la valeur critique}$), et elles sont intégrées de même ordre $I(1)$.

3.4 Résultats du modèle

L'application des tests ADF de racine unitaire sur les séries étudiées conduit à rejeter l'hypothèse de stationnarité pour toutes les séries, sauf pour la fiscalité pétrolière qui est stationnaire en niveau. Les résultats montrent aussi que les autres séries sont intégrées d'ordre un $I(1)$. Aucune série n'est donc intégrée d'ordre deux $I(2)$ ou plus, ce qui est primordiale pour l'application de l'ARDL.

3.4.1 Le test ARDL (Auto Regressive Distributive Lags).

Le modèle sera estimé par une nouvelle technique de cointégration proposée par Pesaran et al. (2001), à savoir Autoregressive Distributed Lag (ARDL), pour surmonter les limites relatives aux méthodes de cointégration conventionnelles (Engle et Granger, 1987 et Johansen, 1991). L'avantage de la méthode ARDL, contrairement à ces dernières, peut se situer à deux niveaux. D'une part, elle peut s'appliquer à n'importe quel degré d'intégration des variables utilisées: purement $I(0)$, purement $I(1)$ ou mixte. D'autre part, il a des propriétés statistiques supérieures pour des petits échantillons (Cheung and Lai, 1993). La méthode ARDL est relativement plus efficient pour des petits échantillons, comme c'est le cas pour la plupart des études empiriques des pays en développement. En effet, le test ARDL ne nécessite pas que les variables du modèle soient purement $I(0)$ ou $I(1)$. C'est également une technique qui offre la possibilité de traiter conjointement la dynamique de long terme et les ajustements de court terme. Aussi, nous avons adopté cette approche pour l'analyse de la relation dynamique de produit intérieur brut.

3.4.1.1 Out put du modèle ARDL :

Nous allons nous servir du critère d'information Akaike (AIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres. Ci-dessous les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu.

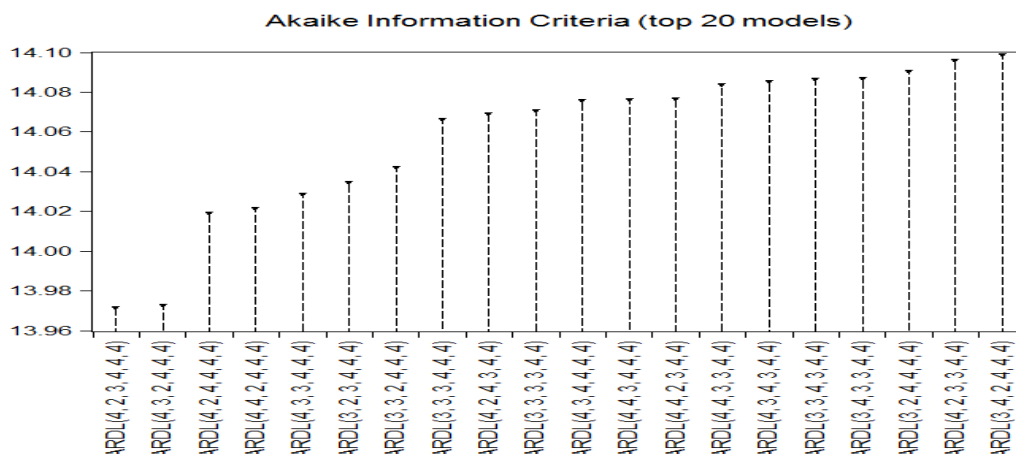
Tableau 17: Out put du modèle ARDL

Dependent Variable: PIB
Method: ARDL
Date: 06/19/21 Time: 16:00
Sample (adjusted): 1984 2018
Included observations: 35 after adjustments
Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
Dynamic regressors (4 lags, automatic): PHH PBPM FP EXH DEQ
Fixed regressors: C
Number of models evaluated: 12500
Selected Model: ARDL(4, 2, 3, 4, 4, 4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
PIB(-1)	0.904772	0.243376	3.717593	0.0059
PIB(-2)	-0.745994	0.252924	-2.949486	0.0184
PIB(-3)	0.391098	0.267445	1.462347	0.1818
PIB(-4)	-0.325468	0.322178	-1.010212	0.3420
PHH	-373984.6	177859.6	-2.102696	0.0686
PHH(-1)	212195.0	210586.8	1.007637	0.3431
PHH(-2)	-274071.2	154507.0	-1.773843	0.1140
PBPM	-360597.2	175787.8	-2.051321	0.0744
PBPM(-1)	204347.4	208684.6	0.979216	0.3562
PBPM(-2)	-268861.2	154284.5	-1.742632	0.1196
PBPM(-3)	-16096.21	6507.208	-2.473597	0.0385
FP	-4711.554	1965.121	-2.397590	0.0433
FP(-1)	5453.571	1573.334	3.466250	0.0085
FP(-2)	-2839.263	1061.146	-2.675656	0.0281
FP(-3)	5092.224	1982.668	2.568369	0.0332
FP(-4)	-1387.375	1098.994	-1.262404	0.2424
EXH	41.85354	636.3175	0.065775	0.9492
EXH(-1)	298.3109	672.8868	0.443330	0.6693
EXH(-2)	539.4170	794.2808	0.679126	0.5162
EXH(-3)	1153.123	754.1103	1.529117	0.1648
EXH(-4)	1128.568	509.8014	2.213740	0.0577
DEQ	1.501063	0.492099	3.050330	0.0158
DEQ(-1)	-3.222897	0.922006	-3.495527	0.0081
DEQ(-2)	3.615436	0.952505	3.795713	0.0053
DEQ(-3)	-1.661787	0.948053	-1.752843	0.1177
DEQ(-4)	5.971585	1.368032	4.365093	0.0024
C	434276.5	331202.4	1.311212	0.2262
R-squared	0.999654	Mean dependent var	6883.703	
Adjusted R-squared	0.998528	S.D. dependent var	6592.703	
S.E. of regression	252.9648	Akaike info criterion	13.97133	
Sum squared resid	511929.6	Schwarz criterion	15.17117	
Log likelihood	-217.4982	Hannan-Quinn criter.	14.38551	
F-statistic	887.8955	Durbin-Watson stat	2.719583	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : auteurs avec Eviews 10

Figure 10: Valeur graphique AIC.



Source : auteurs avec Eviews 10

Comme on peut le voir, le modèle ARDL (4, 2, 3, 4,4, 4) est le plus optimal parmi les 20 autres présentés, car il offre la plus petite valeur du AIC.

3.4.1.2 Test de cointégration aux bornes

Suivant la procédure automatique sur Eviews 9, le test de cointégration de Pesaran et al. (2001) exige que le modèle ARDL soit estimé au préalable. La statistique du test calculée, soit la valeur F de Fisher, sera comparée aux valeurs critiques (qui forment des bornes) comme suit :

Si Fisher > borne supérieur : cointégration existe.

Si Fisher < borne inférieure : cointégration n'existe pas.

Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion.

Tableau 18: Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001).

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	9.879269	10%	2.08	3
K	5	5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15
		Asymptotic: n=1000		

Source : Auteurs avec Eviews 10

Les résultats du test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries sous étude (la valeur de F-stat est > à celle de la borne supérieure), la valeur F (9.879269) est supérieure à toutes les valeurs au seuil de 1%, 5% et 10% ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme de PHH, PBPM, FP, EXH, DEQ sur le PIB.

3.4.2 Analyse de la relation de court et long terme.

3.4.2.1 Coefficient à court terme.

- On constate que les coefficients à court terme des variables (PHH, PBPM, FP) ont chacun un signe négatif et significatif. En effet, la production hors hydrocarbures et mines (PHH) exerce un effet négatif sur le (PIB), la production brute pétrolière et minière (PBPM) exerce un effet négatif sur le PIB et aussi la fiscalité pétrolière (FP) exerce un effet négatif sur la croissance. Quant à la variable PIB, elle exerce un effet positif et non significatif sur sa valeur passée. Toutefois, les coefficients des variables (EXH, DEQ) ont chacun un signe positif sur le PIB à court terme. En effet, le Ratio du commerce extérieur exportation hydrocarbure (EXH) exerce un effet positif et non significatif sur le PIB, les Dépenses budgétaires d'équipement (DEQ) exercent un effet positif et significatif sur le PIB.
- En plus, on constate que Le coefficient de la force de rappel vers l'équilibre CointEq (-1) = -0,775593 est négatif. Le signe négatif sur le terme de correction d'erreur confirme le processus de convergence attendu dans la dynamique à long terme. En fait, 77% des déséquilibres de l'année dernière sont corrigés au cours de l'année en cours, ce qui suggère une faible vitesse d'ajustement dans le processus de relation suite à un choc de l'année dernière.

Tableau 19: Les coefficients à court terme.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	0.680365	0.128664	5.287923	0.0007
D(PIB(-2))	-0.065629	0.092694	-0.708019	0.4990
D(PIB(-3))	0.325468	0.111688	2.914087	0.0195
D(PHH)	-373984.6	104376.3	-3.583042	0.0072

CHAPITRE III VERIFICATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE LE SYNDROME HOLLANDAIS ET LA
CROISSANCE ECONOMIQUE EN ALGERIE.

D(PHH(-1))	274071.2	87902.58	3.117897	0.0143
D(PBPM)	-360597.2	103302.2	-3.490703	0.0082
D(PBPM(-1))	284957.4	88315.19	3.226595	0.0121
D(PBPM(-2))	16096.21	2847.048	5.653649	0.0005
D(FP)	-4711.554	956.0336	-4.928231	0.0012
D(FP(-1))	-865.5864	582.8128	-1.485188	0.1758
D(FP(-2))	-3704.849	615.9530	-6.014825	0.0003
D(FP(-3))	1387.375	619.5206	2.239433	0.0555
D(EXH)	41.85354	288.0266	0.145311	0.8881
D(EXH(-1))	-2821.108	449.1931	-6.280391	0.0002
D(EXH(-2))	-2281.691	409.5404	-5.571346	0.0005
D(EXH(-3))	-1128.568	273.3493	-4.128666	0.0033
D(DEQ)	1.501063	0.286003	5.248409	0.0008
D(DEQ(-1))	-7.925234	0.796318	-9.952353	0.0000
D(DEQ(-2))	-4.309798	0.499573	-8.626965	0.0000
D(DEQ(-3))	-5.971585	0.708285	-8.431046	0.0000
CointEq(-1)*	-0.775593	0.070502	-11.00096	0.0000
<hr/>				
R-squared	0.971967	Mean dependent var	572.1512	
Adjusted R-squared	0.931921	S.D. dependent var	732.8830	
S.E. of regression	191.2234	Akaike info criterion	13.62847	
Sum squared resid	511929.6	Schwarz criterion	14.56168	
Log likelihood	-217.4982	Hannan-Quinn criter.	13.95061	
Durbin-Watson stat	2.719583			

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

Source: Auteurs avec Eviews 10

3.4.2.2 Coefficient à long terme.

Tableau 20: les coefficients à long terme.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PHH	-561971.3	466475.0	-1.204719	0.2627
PBPM	-568864.7	461892.8	-1.231595	0.2531
FP	2072.741	2178.106	0.951625	0.3691
EXH	4075.944	1268.423	3.213396	0.0124
DEQ	7.998270	0.853695	9.369000	0.0000
C	559928.6	466507.3	1.200257	0.2644

$$EC = PIB - (-561971.2675*PHH - 568864.6528*PBPM + 2072.7410*FP + 4075.9443*EXH + 7.9983*DEQ + 559928.6186)$$

Source: Auteurs avec Eviews 10

L'équation de long terme s'écrit $Y = 559928.6186 - 561971.3PHH - 568864.7PBPM + 2072.741FP + 4075.944EXH + 7.998270DEQ$.

Les résultats empiriques sont présentés dans le tableau N°20 Ils montrent que le coefficient relatif à la production hors hydrocarbures et mines (PHH) et la production brute pétrolière et minière (PBPM) sont négatif comme dans notre estimation à court terme. En outre, le signe du coefficient associé au ratio du commerce extérieur exportation des hydrocarbures (EXH) est positif et fortement significatif pour notre pays. Ce résultat est très attendu surtout que notre pays dépend fortement des exportations des hydrocarbures. La fiscalité pétrolière (FP) Exerce un effet positif sur le PIB contrairement a court terme elle exerce un effet négatif.

3.5 Validation du modèle

Par ailleurs, au regard des tests qui aident à diagnostiquer le modèle ARDL estimé, l'on note l'absence d'autocorrélation des erreurs, il n'y a pas d'hétéroscédasticité, il y a normalité des erreurs, et le modèle a été bien spécifié dans le tableau suivant.

3.5.1 Tests diagnostic de la validation du modèle ARDL.

Tableau 21: Tests de diagnostic de la validation du modèle ARDL

Hypothese du test	Test	f-value	p-value
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	2.060044	0.2084 > 0.05
Hétéroscédasticité	Breusch-Pagan- Godfrey	0.521623	0.8997 > 0.05
Normalité	Jarque-Bera	2.730176	0.255358 > 0.05
Spécification	Ramsey(Fisher)	0.714761	0.4258 > 0.05
« stabilité »			

Source: Auteurs, avec Eviews 10

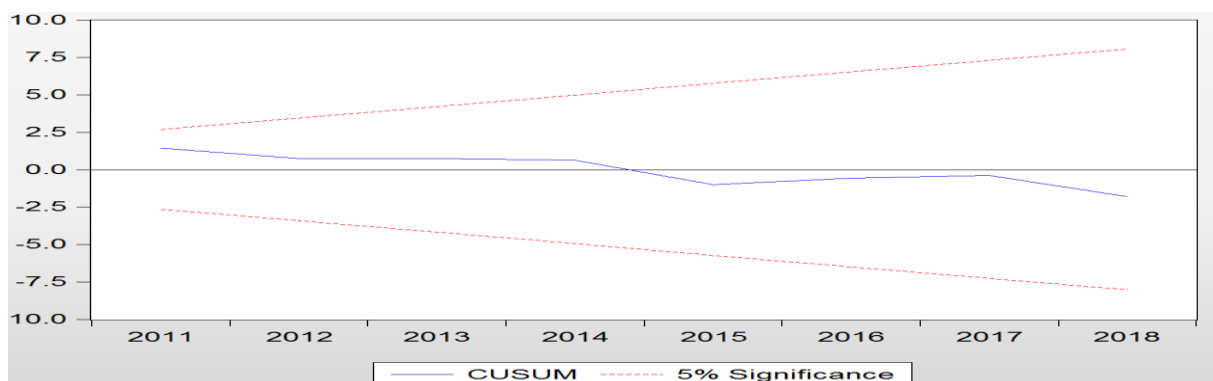
A noter que pour tous ces tests, repris dans le tableau N°22, l'hypothèse nulle est acceptée. Statistiquement, notre modèle ARDL, optimal (4.2.3.4.4), estimé est globalement bon et les variables expliquent 99% de la dynamique d'utilisation de produit intérieur brut en Algérie pour la période 1980-2018.

Les résultats affichés dans ce tableau indiquent que la probabilité associée à chaque test est bien supérieure au seuil de 5%, ce qui nous conduit à accepter l'hypothèse nulle: absence d'autocorrélation des erreurs et homoscedasticité incluant les probabilités respectives sont [Breusch-Godfrey (0,2084 > 0,05)] et [Breusch-Pagan Godfrey (0,8997 > 0,05)]. L'hypothèse de la non-normalité des résidus à long terme [Jarque-Bera (0,2553 > 0,05)] et la probabilité critique associée au test de spécification de Ramsey est égale à 0,4258 est supérieure au seuil critique de 5%, ce qui permet de dire que le modèle est bien spécifié.

3.5.2 Test CUSUM

La figure ci-dessous représente le test CUSUM. Il indique que la courbe de la somme des résidus reste entre les lignes critiques à 5%, ce qui signifie que la stabilité des coefficients du modèle de la croissance économique en Algérie pendant la période 1980-2018 est stable.

Figure 11: test CUSUM :



Source : Auteurs, avec Eviews 10

Conclusion

L'étude a investigué les déterminants macroéconomique de la croissance économique en Algérie par l'utilisation des séries chronologiques pour la période 1980 à 2018.

Le test ADF nous à donné que toutes les variables sont non stationnaire qu'après la première différenciation. On outre le test de cointégration aux bornes confirment l'existence d'une relation de cointégration entre les séries.

D'après l'estimation des coefficients à court terme de notre modèle ARDL (Auto Regressive Distributed Lag model), on constate que les variables production hors hydrocarbures (PHH), la fiscalité pétrolière (FP) et la production brute pétrolière et minière (PBPM) n'ont pas de relation avec le produit intérieur brut (PIB), par contre le ratio du commerce extérieur exportation hydrocarbure (EXH) et les dépenses budgétaires d'équipements (DEQ) ont une relation avec le PIB.

L'estimation des coefficients à long terme nous à montré qu'aucune relation existe entre le (PHH), (PBPM) et le PIB, par contre à long terme il existe une relation entre la fiscalité pétrolière et la croissance économique en Algérie à coté de (DEQ) et (EXH).

Après cette étude empirique de lien entre la croissance économique et le syndrome hollandais en Algérie entre 1980 à 2018, on peut confirmés notre hypothèse qui est l'existence du syndrome hollandais en Algérie.

CONCLUSION GÉNÉRALE

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'objet de cette étude c'était de savoir si les dévaluations répétitives ainsi que la croissance corrélée avec les prix du pétrole sont une preuve tangible de l'existence du syndrome hollandais en Algérie?

A travers notre étude documentaire, nous avons essayé de toucher le côté théorique de la problématique tout en exposant le champ conceptuel du syndrome hollandais, ses effets et ses répercussions macroéconomiques ainsi que le rôle de taux de change réel dans ce phénomène.

Dans le troisième chapitre, nous avons présenté les différentes variables qui contribuent le plus à la croissance économique en Algérie qui sont ; la fiscalité pétrolière, dépense budgétaire d'équipement, ratio du commerce extérieur des hydrocarbures, production hors hydrocarbure, production brut pétrolière et minière.

Nous avons supposé que la variation de chacune de ses variables pourrait engendrer une variation de la croissance économique.

Afin de vérifier notre hypothèse, nous avons établi une étude économétrique basée sur un modèle autorégressif à retards échelonnés ARDL (Auto Régressive Distributive Lags). Qui intègre à la fois la dynamique de court et de long terme. Pour ce faire, nous avons commencé par stationnariser les séries en niveau par la méthode de différentiation, puis nous avons estimé un modèle ARDL. Le test de cointégration a indiqué l'existence de relation de cointégration entre des séries.

Nous sommes parvenus à des résultats qui montrent que l'économie algérienne s'appuie de plus en plus sur les hydrocarbures et reste tributaire des recettes des exportations de ce secteur (la rente passagère des hydrocarbures). Une économie non diversifiée basant sur un seul secteur, comme la nôtre, hyperspécialisé dans la production et l'exportation des hydrocarbures (monoexportateur) se trouve dans une situation très difficile dans le cas où les prix des hydrocarbures baissent et tombent si bas (une chute libre des cours), ou pire encore, lorsque la phase d'expansion du secteur en boum se tasse ou disparaît. Et donc si les autres secteurs de l'économie sont négligés depuis des années, le pays peut avoir ce syndrome. Sachant que les ressources énergétiques étant habituellement non renouvelables et leur prix relativement instable, ce genre de problème peut se présenter très vite.

L'Algérie se trouve incapable de remplacer voire rattraper le manque à gagner réalisé auparavant par le secteur d'hydrocarbures qui a conduit à l'éviction des secteurs productifs. Comme par exemple, en 1986, l'économie algérienne est entrée ouvertement en crise après l'effondrement des prix du pétrole brut. Ce choc pétrolier a ainsi joué le rôle de révélateur des problèmes structurels sérieux qui minaient l'ensemble de l'économie.

Grâce à tous les résultats empiriques, on a constaté que l'économie algérienne est entièrement fragilisée par cette dépendance. Ces résultats font ressortir que l'économie algérienne reste une économie largement financée par les recettes d'exportations des hydrocarbures. Cette fragilisation se traduit par le fait que • Le poids de secteur des hydrocarbures n'a cessé

d'augmenter et pèse pour plus de 50% du PIB algérien à partir de 2006 contre environ 13% en 1970, alors que ses exportations atteignent 98% du total contre 57,9% en 1963, sachant que les hydrocarbures occupent une place importante dans les exportations depuis 1978 (96,2%) et la fiscalité pétrolière couvre plus de 75 % des recettes budgétaires. La dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière s'accélère depuis l'année 1979. De plus, la corruption et bureaucratie ont des pertes sur l'économie algérienne environ 30 milliards de \$ depuis l'an 2000.

Le taux de croissance réelle de l'Algérie est passé de 2,1% en 2001 à 6,1% en 2008, avec un pic à 6,8% en 2003. Les variables externes ont été dopées par l'envolée du cours des hydrocarbures, avec un excédent commercial record en 2008, avoisinant les 38 Mds USD, soit une progression de 16% par rapport à 2007 mais après la chute de cours de pétrole (de 150\$ en juillet à 39\$ en novembre 2008) les recettes des hydrocarbures en 2009 enregistrent une baisse de près de 50% par rapport à 2008 où elles avaient atteint le niveau de 78,23 milliards de dollars US. Certes avec ce prix, le budget de l'Etat accusera un déficit qui sera comblé, comme les années précédentes, par le recours au fond de régulation des recettes FRR. Les importations augmentent de plus en plus en ces temps de crise et la volatilité des cours du pétrole fragilise encore plus le pays.

Après les chocs externes issus d'un secteur d'exportation en pleine expansion, la prédominance de ce secteur est constatée à travers l'évolution du niveau de production, de commercialisation, et de fiscalité pétrolière dans les recettes totales de l'Etat. Cela montre clairement, d'une part l'importance particulière de ce secteur dans l'économie nationale et d'autre part, le caractère rentier de l'économie algérienne.

Malgré les différentes politiques adoptées par le gouvernement, l'économie algérienne reste dépendante des hydrocarbures. Cette étude présente une preuve empirique de l'incidence du boom du secteur hydrocarbures sur le reste de l'économie algérienne.

Cependant, la croissance reste en grande partie tributaire de la production d'hydrocarbures et pas de l'augmentation de la productivité des secteurs hors hydrocarbures. Le pétrole a un rôle prépondérant dans l'économie algérienne, sa contribution aux recettes de l'Etat et au PIB, a atteint des niveaux jamais égalés par le passé.

ANNEXES

Annexe 1.1 Tests de racine unitaire « ADF » des séries du modèle

- La série PIB résultat ; intégrer d'ordre 1 «I(1)».

Null Hypothesis: PIB has a unit root Exogenous: Constant, Linear Trend Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)					Null Hypothesis: D(PIB) has a unit root Exogenous: None Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*				t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic					Augmented Dickey-Fuller test statistic				
Test critical values:					Test critical values:				
1% level					1% level				
5% level					5% level				
10% level					10% level				
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.					*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(PIB) Method: Least Squares Date: 06/21/21 Time: 15:32 Sample (adjusted): 1981 2018 Included observations: 38 after adjustments					Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(DPIB) Method: Least Squares Date: 06/21/21 Time: 15:46 Sample (adjusted): 1982 2018 Included observations: 37 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIB(-1)	-0.042424	0.044216	-0.959456	0.3439	DPIB(-1)	-0.429250	0.147158	-2.916938	0.0061
C	-322.6211	280.2013	-1.151391	0.2574					
@TREND("1980")	56.34480	24.78074	2.273734	0.0292					
R-squared	0.299144	Mean dependent var	528.8562		R-squared	0.188851	Mean dependent var	44.71140	
Adjusted R-squared	0.259095	S.D. dependent var	718.3520		Adjusted R-squared	0.188851	S.D. dependent var	847.2475	
S.E. of regression	618.3276	Akaike info criterion	15.76757		S.E. of regression	763.0633	Akaike info criterion	16.13921	
Sum squared resid	13381515	Schwarz criterion	15.89685		Sum squared resid	20961562	Schwarz criterion	16.18275	
Log likelihood	-296.5838	Hannan-Quinn criter.	15.81357		Log likelihood	-297.5755	Hannan-Quinn criter.	16.15456	
F-statistic	7.469455	Durbin-Watson stat	1.855389		Durbin-Watson stat	2.179686			
Prob(F-statistic)	0.001988								

- La série FP résultat ; intégrer d'ordre 1 «I(1)».

Null Hypothesis: FP has a unit root Exogenous: Constant, Linear Trend Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)					Null Hypothesis: D(FP) has a unit root Exogenous: None Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)				
			t-Statistic	Prob.*				t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic					Augmented Dickey-Fuller test statistic				
Test critical values:					Test critical values:				
1% level					1% level				
5% level					5% level				
10% level					10% level				
*Mackinnon (1996) one-sided p-values.					*Mackinnon (1996) one-sided p-values.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(FP) Method: Least Squares Date: 06/21/21 Time: 15:50 Sample (adjusted): 1982 2018 Included observations: 37 after adjustments					Augmented Dickey-Fuller Test Equation Dependent Variable: D(DFP) Method: Least Squares Date: 06/22/21 Time: 21:01 Sample (adjusted): 1982 2018 Included observations: 37 after adjustments				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.	Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
FP(-1)	-0.518141	0.132794	-3.901833	0.0004	D(FP(-1))	-0.511483	0.130839	-3.909258	0.0004
D(FP(-1))	0.282124	0.155021	1.819912	0.0779	D(DFP(-1))	0.297854	0.152175	1.957316	0.0583
C	0.195161	0.062491	3.123036	0.0037					
@TREND("1980")	0.007089	0.002071	3.423281	0.0017					
R-squared	0.327447	Mean dependent var	0.006023		R-squared	0.305667	Mean dependent var	-0.005216	
Adjusted R-squared	0.266306	S.D. dependent var	0.104267		Adjusted R-squared	0.285829	S.D. dependent var	0.104267	
S.E. of regression	0.089311	Akaike info criterion	-1.891578		S.E. of regression	0.088115	Akaike info criterion	-1.967815	
Sum squared resid	0.263223	Schwarz criterion	-1.717424		Sum squared resid	0.271747	Schwarz criterion	-1.880738	
Log likelihood	38.99419	Hannan-Quinn criter.	-1.830180		Log likelihood	38.40457	Hannan-Quinn criter.	-1.937116	
F-statistic	5.355600	Durbin-Watson stat	2.126703		Durbin-Watson stat	2.107924			
Prob(F-statistic)	0.004069								

- La série EXH résultat ; intégrer d'ordre 1 «I(1)».

Null Hypothesis: EXH has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.152508	0.5012
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(EXH)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:05
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
EXH(-1)	-0.253349	0.117699	-2.152508	0.0383
C	0.272512	0.146629	1.858514	0.0715
@TREND("1980")	-0.000302	0.004131	-0.073188	0.9421
R-squared	0.121116	Mean dependent var	-0.009359	
Adjusted R-squared	0.070894	S.D. dependent var	0.285690	
S.E. of regression	0.275377	Akaike info criterion	0.334304	
Sum squared resid	2.654134	Schwarz criterion	0.463587	
Log likelihood	-3.351775	Hannan-Quinn criter.	0.380302	
F-statistic	2.411623	Durbin-Watson stat	1.890299	
Prob(F-statistic)	0.104424			

Null Hypothesis: DEXH has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.753753	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.630762	
5% level	-1.950394	
10% level	-1.611202	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEXH)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:07
 Sample (adjusted): 1983 2018
 Included observations: 36 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEXH(-1)	-1.384925	0.240699	-5.753753	0.0000
D(DEXH(-1))	0.293749	0.164444	1.786316	0.0830
R-squared	0.574302	Mean dependent var	0.004283	
Adjusted R-squared	0.561781	S.D. dependent var	0.429408	
S.E. of regression	0.284260	Akaike info criterion	0.376099	
Sum squared resid	2.747331	Schwarz criterion	0.464072	
Log likelihood	-4.769783	Hannan-Quinn criter.	0.406804	
Durbin-Watson stat	2.077961			

- La série PBPM résultat ; intégrer d'ordre 1 «I(1)».

Null Hypothesis: PBPM has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.599092	0.7746
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PBPM)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:09
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PBPM(-1)	-0.150074	0.093850	-1.599092	0.1188
C	0.048129	0.032946	1.460848	0.1530
@TREND("1980")	0.000127	0.000622	0.203371	0.8400
R-squared	0.069448	Mean dependent var	-0.002736	
Adjusted R-squared	0.016274	S.D. dependent var	0.040843	
S.E. of regression	0.040509	Akaike info criterion	-3.498933	
Sum squared resid	0.057434	Schwarz criterion	-3.369650	
Log likelihood	69.47973	Hannan-Quinn criter.	-3.452935	
F-statistic	1.306049	Durbin-Watson stat	1.780231	
Prob(F-statistic)	0.283765			

Null Hypothesis: DPBPM has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.744816	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DPBPM)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:10
 Sample (adjusted): 1982 2018
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DPBPM(-1)	-0.959078	0.166947	-5.744816	0.0000
R-squared	0.478261	Mean dependent var	0.000367	
Adjusted R-squared	0.478261	S.D. dependent var	0.057398	
S.E. of regression	0.041460	Akaike info criterion	-3.501544	
Sum squared resid	0.061880	Schwarz criterion	-3.458006	
Log likelihood	65.77857	Hannan-Quinn criter.	-3.486195	
Durbin-Watson stat	1.944085			

- La série PHH résultat ; intégrer d'ordre 1 «I(1)».

Null Hypothesis: PHH has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.597885	0.7751
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(PHH)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:14
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PHH(-1)	-0.149926	0.093828	-1.597885	0.1191
C	0.101831	0.065134	1.563401	0.1270
@TREND("1980")	-0.000126	0.000622	-0.202592	0.8406
R-squared	0.069363	Mean dependent var	0.002736	
Adjusted R-squared	0.016184	S.D. dependent var	0.040855	
S.E. of regression	0.040523	Akaike info criterion	-3.498231	
Sum squared resid	0.057474	Schwarz criterion	-3.368948	
Log likelihood	69.46639	Hannan-Quinn criter.	-3.452233	
F-statistic	1.304327	Durbin-Watson stat	1.785399	
Prob(F-statistic)	0.284220			

Null Hypothesis: DPHH has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.760848	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DPHH)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:15
 Sample (adjusted): 1982 2018
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DPHH(-1)	-0.961858	0.166965	-5.760848	0.0000
R-squared	0.479652	Mean dependent var	-0.000367	
Adjusted R-squared	0.479652	S.D. dependent var	0.057499	
S.E. of regression	0.041477	Akaike info criterion	-3.500717	
Sum squared resid	0.061931	Schwarz criterion	-3.457179	
Log likelihood	65.76327	Hannan-Quinn criter.	-3.485368	
Durbin-Watson stat	1.944937			

- La série DEQ résultat ; intégrer d'ordre 1 «I(1)».

Null Hypothesis: DEQ has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.739184	0.7139
Test critical values:		
1% level	-4.219126	
5% level	-3.533083	
10% level	-3.198312	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEQ)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:17
 Sample (adjusted): 1981 2018
 Included observations: 38 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEQ(-1)	-0.125748	0.072303	-1.739184	0.0908
C	-97.08752	81.77924	-1.187190	0.2431
@TREND("1980")	13.61938	6.244915	2.180875	0.0360
R-squared	0.123598	Mean dependent var	68.11108	
Adjusted R-squared	0.073518	S.D. dependent var	202.3624	
S.E. of regression	194.7817	Akaike info criterion	13.45729	
Sum squared resid	1327897.	Schwarz criterion	13.58658	
Log likelihood	-252.6886	Hannan-Quinn criter.	13.50329	
F-statistic	2.468016	Durbin-Watson stat	1.949169	
Prob(F-statistic)	0.099381			

Null Hypothesis: DDEQ has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.247342	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.628961	
5% level	-1.950117	
10% level	-1.611339	

*Mackinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DDEQ)
 Method: Least Squares
 Date: 06/22/21 Time: 21:19
 Sample (adjusted): 1982 2018
 Included observations: 37 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DDEQ(-1)	-0.866748	0.165178	-5.247342	0.0000
R-squared	0.433379	Mean dependent var	-0.168189	
Adjusted R-squared	0.433379	S.D. dependent var	285.3892	
S.E. of regression	214.8244	Akaike info criterion	13.60417	
Sum squared resid	1661383.	Schwarz criterion	13.64771	
Log likelihood	-250.6772	Hannan-Quinn criter.	13.61952	
Durbin-Watson stat	1.964232			

Annexe 2.1

- **Out put du modèle ARDL.**

Dependent variable: FDI
 Method: ARDL
 Date: 06/19/21 Time: 16:00
 Sample (adjusted): 1984 2018
 Included observations: 35 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): PHH PBPM FP EXH DEQ
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 12500
 Selected Model: ARDL(4, 2, 3, 4, 4, 4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
PIB(-1)	0.904772	0.243376	3.717593	0.0059
PIB(-2)	-0.745994	0.252924	-2.949486	0.0184
PIB(-3)	0.391098	0.267445	1.462347	0.1818
PIB(-4)	-0.325468	0.322178	-1.010212	0.3420
PHH	-373984.6	177859.6	-2.102696	0.0686
PHH(-1)	212195.0	210586.8	1.007637	0.3431
PHH(-2)	-274071.2	154507.0	-1.773843	0.1140
PBPM	-360597.2	175787.8	-2.051321	0.0744
PBPM(-1)	204347.4	208684.6	0.979216	0.3562
PBPM(-2)	-268861.2	154284.5	-1.742632	0.1196
PBPM(-3)	-16096.21	6507.208	-2.473597	0.0385
FP	-4711.554	1965.121	-2.397590	0.0433
FP(-1)	5453.571	1573.334	3.466250	0.0085
FP(-2)	-2839.263	1061.146	-2.675656	0.0281
FP(-3)	5092.224	1982.668	2.568369	0.0332
FP(-4)	-1387.375	1098.994	-1.262404	0.2424
EXH	41.85354	636.3175	0.065775	0.9492
EXH(-1)	298.3109	672.8868	0.443330	0.6693
EXH(-2)	539.4170	794.2808	0.679126	0.5162
EXH(-3)	1153.123	754.1103	1.529117	0.1648
EXH(-4)	1128.568	509.8014	2.213740	0.0577
DEQ	1.501063	0.492099	3.050330	0.0158
DEQ(-1)	-3.222897	0.922006	-3.495527	0.0081
DEQ(-2)	3.615436	0.952505	3.795713	0.0053
DEQ(-3)	-1.661787	0.948053	-1.752843	0.1177
DEQ(-4)	5.971585	1.368032	4.365093	0.0024
C	434276.5	331202.4	1.311212	0.2262
R-squared	0.999654	Mean dependent var	6883.703	
Adjusted R-squared	0.998528	S.D. dependent var	6592.703	
S.E. of regression	252.9648	Akaike info criterion	13.97133	
Sum squared resid	511929.6	Schwarz criterion	15.17117	
Log likelihood	-217.4982	Hannan-Quinn criter.	14.38551	
F-statistic	887.8955	Durbin-Watson stat	2.719583	
Prob(F-statistic)	0.000000			

- **Bound test**

F-Bounds Test		Null Hypothesis: No levels relationship		
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
Asymptotic: n=1000				
F-statistic	9.879269	10%	2.08	3
k	5	5%	2.39	3.38
		2.5%	2.7	3.73
		1%	3.06	4.15
Finite Sample: n=35				
Actual Sample Size	35	10%	2.331	3.417
		5%	2.804	4.013
		1%	3.9	5.419

- **Coefficients de court terme.**

ARDL Error Correction Regression
 Dependent Variable: D(PIB)
 Selected Model: ARDL(4, 2, 3, 4, 4, 4)
 Case 2: Restricted Constant and No Trend
 Date: 06/19/21 Time: 16:07
 Sample: 1980 2018
 Included observations: 35

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIB(-1))	0.680365	0.128664	5.287923	0.0007
D(PIB(-2))	-0.065629	0.092694	-0.708019	0.4990
D(PIB(-3))	0.325468	0.111688	2.914087	0.0195
D(PHH)	-373984.6	104376.3	-3.583042	0.0072
D(PHH(-1))	274071.2	87902.58	3.117897	0.0143
D(PBPM)	-360597.2	103302.2	-3.490703	0.0082
D(PBPM(-1))	284957.4	88315.19	3.226595	0.0121
D(PBPM(-2))	16096.21	2847.048	5.653649	0.0005
D(FP)	-4711.554	956.0336	-4.928231	0.0012
D(FP(-1))	-865.5864	582.8128	-1.485188	0.1758
D(FP(-2))	-3704.849	615.9530	-6.014825	0.0003
D(FP(-3))	1387.375	619.5206	2.239433	0.0555
D(EXH)	41.85354	288.0266	0.145311	0.8881
D(EXH(-1))	-2821.108	449.1931	-6.280391	0.0002
D(EXH(-2))	-2281.691	409.5404	-5.571346	0.0005
D(EXH(-3))	-1128.568	273.3493	-4.128666	0.0033
D(DEQ)	1.501063	0.286003	5.248409	0.0008
D(DEQ(-1))	-7.925234	0.796318	-9.952353	0.0000
D(DEQ(-2))	-4.309798	0.499573	-8.626965	0.0000
D(DEQ(-3))	-5.971585	0.708285	-8.431046	0.0000
CointEq(-1)*	-0.775593	0.070502	-11.00096	0.0000
R-squared	0.971967	Mean dependent var	572.1512	
Adjusted R-squared	0.931921	S.D. dependent var	732.8830	
S.E. of regression	191.2234	Akaike info criterion	13.62847	
Sum squared resid	511929.6	Schwarz criterion	14.56168	
Log likelihood	-217.4982	Hannan-Quinn criter.	13.95061	
Durbin-Watson stat	2.719583			

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

- Coefficients de long terme

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PHH	-561971.3	466475.0	-1.204719	0.2627
PBPM	-568864.7	461892.8	-1.231595	0.2531
FP	2072.741	2178.106	0.951625	0.3691
EXH	4075.944	1268.423	3.213396	0.0124
DEQ	7.998270	0.853695	9.369000	0.0000
C	559928.6	466507.3	1.200257	0.2644

EC = PIB - (-561971.2675*PHH -568864.6528*PBPM + 2072.7410*FP + 4075.9443*EXH + 7.9983*DEQ + 559928.6186)

- Tests diagnostic de validation du modèle ARDL

Hypothese du test	Test	f-value	p-value
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	2.060044	0.2084>0.05
Hétéroskédasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0.521623	0.8997>0.05
Normalité	Jarque-Bera	2.730176	0.255358>0.05
Specification	Ramsey(Fisher)	0.714761	0.4258>0.05
« stabilité »			

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

- **Achour Tani, Y. (2013).** Analyse de la politique économique algérienne. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.
- **Amani, I., & Laridji, A. (2018).** Conduite et Efficacité de la Politique Budgétaire en Algérie (1967 – 2014). Revue Algérienne de Finances Publiques, 8(1), 60–78.
- **Anderson K, Masters, W, A.,** « Distortions to Agricultural Incentives in Africa », Political Science, édition World Bank publications, 2009, p. 362.
- **AVOM D, CARMIGNANI F,** « Afrique centrale peut elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ». Revue d'économie de développement, université de Boeck, 2010, p52.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre II «activité économique et prix», 2005, p 45.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre II «activité économique et prix», 2006, p47.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre II «activité économique et prix», 2008, p48.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre III «Evolution des prix», 2009, p56.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre III «Evolution des prix», 2010, p34.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre III «Evolution des prix», 2011, p43.
- **Banque d'Algérie** rapport évolution économique et monétaire en Algérie chapitre III «Evolution des prix», 2012, p46.
- **Banque d'Algérie** Rapport, « Activité économique et prix », 2005, p. 30.
- **Banque d'Algérie** Rapport, «Activité économique et prix », 2004, p. 29.
- **Banque d'Algérie** Rapport, «Activité économique et prix », 2010, p. 14.
- **Banque d'Algérie,** « Note d'information sur la convertibilité du dinar», 1997, p.2.
- **Banque d'Algérie** « situation monétaire et politique monétaire », 2007.
- **Banque d'Algérie** « situation monétaire et politique monétaire », 2009.
- **Banque d'Algérie** « Evolutions économiques et monétaires », 2010.
- **Banque d'Algérie** « Evolutions économiques et monétaires », 2017.
- **CARMIGNANI F** « l'Afrique centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ? ». Revus d'économie du développement (vol.18), 2010, p04.
- **CHRISTOPHE V** « la malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? ». Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en économie, université du QUEBEC A MONTREAL, mai 2012, p06.

- **Christopher A**, « Flux exogènes et taux de change réels: Hypothèse d'école ou réalité empirique? », Séminaire du Fonds monétaire international sur la gestion de l'aide extérieure et la gestion macroéconomique, Maputo, 14-15 mars 2005, pp 12-55 ;
- **Dwight H. Perkins**, Steven Radelet, David L. Lindauer « Economie du développement », Ouvertures économiques, édition De Boeck Université, traduit par Bruno Baron-Renault, Bruxelles, 2008, p. 774
- **Fonds Monétaire International**, «Algérie. Rapport des services du FMI sur les consultations de 2005», N°06/93, 2006, p. 8
- **Gregory, R, G** “some implications of the growth mineral sector” Australian journal of agricultural economics, 20, Août, (1976).
- **GYLFASON T**, « Natural resources and economic growth: what is the connection? ». European economic review, no 45, p847.
- **Hamadache, H** – Rente pétrolière et évolution du secteur agricole en Algérie. « Syndrome hollandais et échangeabilité » 2010.
- **HAMDI. D, HAMADI. A**, «Analyse des déterminants de l'inflation en Algérie 1980-2013», Economie appliquée et ingénierie financière, Master en sciences économiques, Université de Bejaia, 2013-2014, pp 37-39.
- **Jacquet P**, «Le pétrole en Afrique », La lettre des économistes de l'AFD, N° 8 mars 2005, p.4.
- **Le Bonté C**, « Le Cambodge contemporain : quelle perspectives du développement compte tenu », édition L'Harmattan, Paris, 2007, pp 55-56.
- **Macdonald R**, « Un syndrome chinois plutôt que hollandais » Aperçus sur l'économie canadienne, Statistique Canada no 11-624MIF, no 017 au catalogue, Ministre de l'Industrie, Canada, 2007, p.7.
- **MOUHOUBI. A**, « la gestion de la rente des ressources naturelles épuisables dans la perspective du développement économique », Thèse de doctorat, université du Bejaia, mai 2012, p121.
- **OCDE**, « objectif développement l'aide au commerce : comment la rendre efficace », édition OCDE, 2007, p. 48.
- **Omrani, T., & Toumache, R. (2016)**. Evolution de la politique budgétaire et son impact sur la croissance économique en Algérie (1963- 2014). Revue Du Droit et Des Sciences Humaines, Etudes Economique, 10(28), 464–476.
- **Ondo Ossa A**, « Taux de Change du Franc CFA Et Construction Européenne », School of Business Montclair State University Upper Montclair, New Jersey 07043, (CERAF) center of economic research on Africa, Mai 1992, p. 3.
- **Oufriha, F. Z. (1999)**. Ajustement structurel, stabilisation et politique monétaire en Algérie. Cahiers Du Cread, 46–47(2), 177–194.
- **Ould Aoudia Jacques**, « Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens», édition Karthala, 2008, pp 36-98 ;
- **RANDRIANARISOA T-R**, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maîtrise-es-sciences économiques, université d'ANTANANARIVO, 2006, p03.

- **RANDRIANARISOOA T-R**, « le syndrome hollandais : Est- ce applicable pour l'économie malgache ? ». Mémoire de maîtrise-ès-sciences économique, université d'ANTANANARIVO, 2006, p04.
- **Rapport Banque d'Algérie**, «Balance des paiements, position extérieure globale et taux de change», 2017, p.42
- **Rapport Banque d'Algérie**, «Evolution économique et monétaire de l'Algérie», 2007, p. 73.
- **Rapport Banque d'Algérie**, «Evolution économique et monétaire de l'Algérie», 2012, p. 65
- **SACHSS J, and WERNER A** « the cause of Natural resource ». European Economic Review vol 45, no 46, p827
- **Salhab, M et Maucourant,j** «Etat rente et prédation : L'actualité de Veblen » édition 2016.
- **SAMI. S, HOSSEIN, D**, «Essaie de modélisation de l'inflation en Algérie», Mémoire de Master, Economie et finance, INPS ALGER, 2007, pp 40, Format PDF, Disponible sur : <https://www.memoireonline.com>.
- **TALAHITE, F**, «Réformes et transformations économiques en Algérie», Revue économique, Economie et finance, Université Paris-nord, 2010, pp 19 -22.
- **ZEMOURI. M**, «La portée du succès du post-ajustement dans le cas de l'Algérie», Revue des sciences économiques et de gestion, 2003, N° 2, pp 36-38.
- **ZIDELKHIL H**, «Les implications des déficits budgétaires et du seigneurage dans le processus d'inflation: cas de l'Algérie entre 1980 et 2018 » Thèse de doctorat, université de Bejaia, Avril, 2021 pp149-153.

TABLE DES MATIERE

Table des matières.

INTRODUCTION GENERALE.....	10
1. LES FONDEMENTS THEORIQUES DU SYNDROME HOLLANDAIS.	13
1.1 LE CADRE THEORIQUE DU SYNDROME HOLLANDAIS.	14
1.1.1 La notion du syndrome hollandais.....	14
1.1.2 Définitions du syndrome hollandais :	14
1.1.3 Les symptômes du syndrome hollandais	14
1.1.4 Les modèles du syndrome hollandais	16
1.2 LES CONSEQUENCES MACROECONOMIQUES DE SYNDROME HOLLANDAIS. 20	
1.2.1 La théorie de syndrome hollandais :.....	20
1.2.2 Les principaux effets du syndrome hollandais :.....	21
1.2.3 Le taux de change réel :.....	22
1.2.4 Le taux de change réel et le syndrome hollandais :.....	23
1.3 LA REVUE LITTERATURE SUR LE SYNDROME HOLLANDAIS ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE.	23
1.3.1 Le premier mécanisme :	23
1.3.2 Le deuxième mécanisme :	24
1.3.3 Le troisième mécanisme :	24
CONCLUSION	25
2 L'ÉVOLUTION DE QUELQUES AGRÉGATS MACROÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE ENTRE 1980 ET 2020	27
2.1 L'ÉVOLUTION DE QUELQUES AGREGATS MACROECONOMIQUES RELEVANT DE LA SPHERE MONETAIRE ET FINANCIERE EN ALGERIE ENTRE 1980 ET 2018 ...	28
2.1.1 L'évolution de taux de l'inflation entre 1980 à 2018 en Algérie :	28
2.1.2 Évolution du solde budgétaire de l'Algérie de 1980 à 2018	35
2.1.3 Evolution de taux de change dinars par rapport au dollar de 1980 à 2018. ...	39
2.1.4 Evolution de la masse monétaire en Algérie de 1980 à 2018.	41
2.2 L'ÉVOLUTION DE QUELQUES AGREGATS MACROECONOMIQUES RELEVANT DE LA SPHERE REELLE EN ALGERIE ENTRE 1980 ET 2018.....	42

2.2.1	L'évolution du commerce extérieur.....	42
2.2.2	Evolution du produit intérieur brut (PIB) courant en Algérie de 1980 à 2018 :46	
	CONCLUSION	48
3	VÉRIFICATION EMPIRIQUE DU LIEN ENTRE LE SYNDROME HOLLADAIS ET LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE	50
3.1	SPECIFICATION DU MODELE	50
3.1.1	Choix des variables.....	50
3.1.2	Organigramme pour l'étude des mécanismes de transmission.....	51
3.2	ANALYSE GRAPHIQUE DES SERIES.....	52
3.2.1	Analyse de produit intérieur brut (PIB).....	52
3.2.2	Analyse de la fiscalité pétrolière (FP), Ratio du commerce extérieur exportation hydrocarbure (EXH), production brut pétrolière et minière (PBPM), et production hors hydrocarbure et mine (PHH).	52
3.2.3	Analyse de dépenses budgétaire d'équipement (DEQ)	53
3.3	ETUDE DE LA STATIONNARITE DES SERIES.....	54
3.3.1	Application du test de Dickey-Fuller sur les séries :.....	54
3.4	RESULTATS DU MODELE	56
3.4.1	Le test ARDL (Auto Regressive Distributive Lags).....	56
3.4.2	Analyse de la relation de court et long terme.	59
3.5	VALIDATION DU MODELE	61
3.5.1	Tests diagnostic de la validation du modèle ARDL.....	61
3.5.2	Test CUSUM.....	62
	CONCLUSION	63
	CONCLUSION GÉNÉÉALE	65
	Résumé :.....	81

Résumé :

Cette étude à pour objectif de tester si nous pouvons percevoir le syndrome hollandais en Algérie. Plus précisément, nous utilisons une base de données annuelle couvrant la période 1980 à 2018, pour tester la relation qui existe entre le syndrome hollandais et la croissance économique. Nous effectuons une batterie de tests des déterminants macroéconomique de la croissance on s'appuyant sur l'approche Autorégressive à Retards Echelonnés (ARDL) tout en estimant les relations à court et long terme entre ces déterminants et le PIB. Les résultats obtenus nous confirment notre hypothèse : les dévaluations répétitives ainsi que la croissance corrélée avec les prix du pétrole sont une preuve tangible de l'existence du syndrome hollandais en Algérie durant la période 1980 à 2018.

Mots clés : L'Algérie, Syndrome hollandais, Croissance économique, Séries chronologiques.

Abstract :

The objective of this study is to test whether we can perceive the Dutch disease in Algeria. Specifically, we use an annual database covering the period 1980 to 2018 to test the relationship between Dutch disease and economic growth. We perform a battery of tests of the macroeconomic determinants of growth using the Autoregressive Lagged Growth (ALG) approach while estimating the short and long term relationships between these determinants and GDP. The results obtained confirm our hypothesis: the repetitive devaluations as well as the growth correlated with oil prices are tangible evidence of the existence of Dutch disease in Algeria during the period 1980 to 2018.

Keywords: Algeria, Dutch Syndrome, Economic Growth, Time Series.

ملخص :

ان الهدف من هذه الدراسة هو إختبار ما إذا كان بإمكاننا رؤية المرض الهولندي في الجزائر . و على وجه التحديد نستخدم قاعدة بيانات سنوية تغطي الفترة من 1980 إلى 2018 لاختبار العلاقة بين المرض الهولندي والنمو الاقتصادي. ونحن نقوم بسلسلة من إختبارات محددات الاقتصاد الكلي للنمو استنادا إلى نهج التنظيم الذاتي في حالات التأخير في مقياس (ARDL) مع تقييم العلاقة بين هذه المحددات والنتائج المحلي الإجمالي على المدى القصير والطويل. وتؤكد النتائج التي توصلنا إليها إن عمليات خفض القيمة المتكررة والنمو المرتبط بها في أسعار النفط تشكل دليلا ملموسا على وجود المرض الهولندي في الجزائر أثناء الفترة 1980-2018.

الكلمات المفتاحية : الجزائر, النمو الاقتصادي, المرض الهولندي, السلسلة الزمنية